Montréal dimanche 21 septembre 2008 Le plus grand quotidien français d'Amérique • 124e année N° 328 62 pages, 5 cahiers 89 ¢ taxes en sus – Édition provinciale 97 ¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

VOLS DE VOITURES

Vous croyez votre voiture trop vieille pour attirer les voleurs ? Un antidémarreur vous protège de tout ? Détrompez-vous.

LA PRESSE AFFAIRES PAGES **1** À **3**

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

NICOLA CICCONE

MONSIEUR MUSIQUE

UNE ENTREVUE DE MARIE-CHRISTINE BLAIS

EXPRESSO PAGES **1** ET **3**

LITTÉRATURE JEUNESSE

Les 50 livres que votre enfant devrait avoir lus

LECTURES PAGES **4** ET **5**

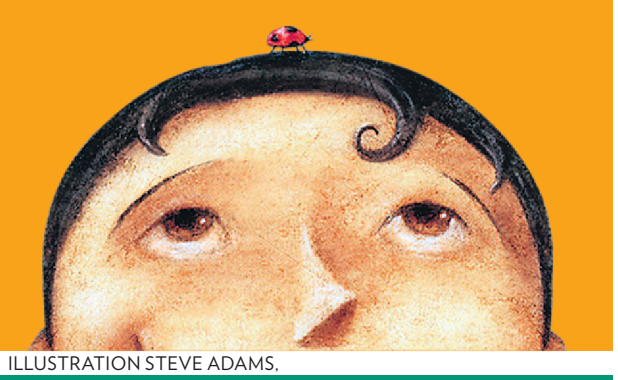


ILLUSTRATION STEVE ADAMS,

LES POUX SONT DE RETOUR

Que faire pour s'en protéger ou s'en débarrasser ?

VIVRE EN SANTÉ PAGES **1** À **3**

LA VIE SECRÈTE DES HASSIDIM

Conversation avec une femme forte et discrète

RIMA ELKOURI PAGES **A8** ET **A9**

Mon clin d'œil ***STÉPHANE LAPORTE***
C'est pas parce qu'on s'appelle Ritz qu'on a de la classe.

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

DIM 6 21924 12352 3

APPRENDRE À EXCELLER DÈS LA GARDERIE

Quand les tout-petits n'ont même plus le temps de jouer dehors

KATIA GAGNON PAGES **A2** ET **A3**

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

ÉLECTIONS 2008

COMPRESSIONS À LA SRC

CE N'EST PAS AU PROGRAMME, DIT VERNER

Des dénégations accueillies avec scepticisme

VIOLAINE BALLIVY PAGE **A4**

APPEL AUX NATIONALISTES

Harper trompe les Québécois, dit Duceppe

MALORIE BEAUCHEMIN PAGE **A5**

CAMPAGNE PUBLICITAIRE

Le Bloc encore dans la ligne de mire des conservateurs

JOËL-DENIS BELLAVANCE PAGE **A6**

Stephen Harper

PAKISTAN

Un attentat fait au moins 60 morts à Islamabad

PAGE **A17**

L'ÉCONOMIE AU RALENTI

Les mauvaises nouvelles économiques frappent même les plus démunis. Des mendiants constatent une baisse marquée des dons.

HUGO MEUNIER PAGE **A12**

DU JUNIOR À MONTRÉAL

Le Junior de Montréal s'est incliné, hier, par la marque de 3-2 contre les Remparts de Québec, l'équipe de Patrick Roy. Les 3780 personnes qui ont assisté à la rencontre ont eu droit à du hockey propre et excitant, nous raconte Richard Labbé.

SPORTS PAGE **7**

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

CANADIEN

La saison n'est même pas commencée que déjà les trios font jaser.

MARC-ANTOINE GODIN **SPORTS** PAGE **3**

COUPE RYDER

Les Américains tiennent bon.

SPORTS PAGE **1**

Relaxez et attendez l'hiver !
Obtenez 4 pneus d'hiver
GRATUITS* CHEZ HYUNDAI

SANTA FE GL 2.7L 2008
Moteur V6 2,7 L, traction avant, transmission manuelle

Location à partir de 286 $*
par mois / 48 mois
4 230 $ de comptant

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

GARANTIE 5 ANS
5 ans/100 000 km
Garantie globale limitée
Garantie complète de Hyundai sans franchise.

BROSSARD HYUNDAI
8750, boul. Taschereau, Brossard
www.brossardhyundai.ca
(450) 671-2225

HYUNDAI MC

Les noms, logos, noms de produits, noms de caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Canada corp. et sont utilisés sous licence. * Louez un Santa Fe 2008 ou 2009 entre le 3 septembre et le 31 octobre 2008 et obtenez 4 pneus d'hiver neufs gratuits. Marques et modèles de pneus à la discrétion de Brossard Hyundai. Installation et équilibrage en sus. Location 48 mois 4 230 $ comptant ou échange équivalent, kilométrage annuel 20 000 km, 10 ¢ le km additionnel, frais d'immatriculation, d'assurances, de RDPRM et toutes taxes applicables en sus.
3540167

APPRENDRE À EXCELLER DÈS LA GARDERIE

LA FABRIQUE DE SURDOUÉS

Le travail des enfants, c'est de jouer, de développer leurs habiletés. Ça, c'est ce que pensent les psychologues, les éducateurs. Mais pas certains parents, qui ne laissent pas une seconde de répit à leur progéniture. Les petits sont trop occupés à la garderie pour aller jouer dehors ? Bravo. Il y a tellement d'activités à faire que Junior ne prend jamais de vacances ? Fantastique. Katia Gagnon se penche sur ces garderies de la performance.

KATIA GAGNON

Jessica a deux ans et demi, de belles joues rondes et les cheveux fins d'un bébé. Elle ne parle pas beaucoup et marche encore d'un pas hésitant. Cet avant-midi, à la garderie, Jessica a eu une leçon sur les formes géométriques. Elle a appris ce qu'est un cercle. Puis, sagement assise à une table, elle a colorié, sur une feuille blanche, un grand cercle blanc.

Jessica est assise non loin de Jules, un adorable petit garçon blond qui a presque 3 ans. Jules sait déjà compter jusqu'à 100. Demandez-lui de vous nommer un chiffre entre 95 et 100 et il s'exécutera sans hésitation.

En fait, Jessica et Jules, deux enfants dont nous avons changé les noms, ne vont pas à la garderie. Sur l'enseigne de la maternelle Enfants des neiges, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, c'est bien écrit: « établissement préscolaire ». Et c'est exactement ça: une école pour les tout-petits.

Une école qui coûte, si l'enfant y reste toute la journée, la somme de 46$ par jour, soit 8534$ pour toute l'année scolaire.

Pré-lecture à 2 ans

De deux ans et demi à 6 ans, les enfants qui assistent aux « classes » sont préparés avec soin pour leur entrée à l'école. À leur arrivée en première année dans les meilleurs écoles privées de Montréal, ou alors dans les programmes internationaux les plus sélectifs des écoles publiques, ils savent souvent déjà lire.

« L'année dernière, on a eu un petit garçon qui lisait couramment à la fin de la maternelle. Il consultait les encyclopédies, les livres de référence. C'était un petit génie », dit Anne Delarue, directrice de la maternelle Enfant des neiges.

Et ces capacités, même chez les enfants moins spectaculairement doués, sont cultivées depuis le tout jeune âge dans l'établissement. Voyons le programme du groupe des « petits », 17 enfants âgés de 2 à 4 ans. Pré-écriture, pré-lecture depuis l'âge de 2 ans. Sciences naturelles. Apprentissage d'une soixantaine de textes durant l'année, chansons, comptines et poèmes de Jacques Prévert.

Juliette, 4 ans, a bien appris son texte cette semaine. « Un petit bonhomme, assis sur une pomme. La pomme dégringole, le bonhomme s'envole, sur le toit de l'école », récite-t-elle avec une série de petits gestes à l'intention de la journaliste.

Prêts pour l'école

« Nous faisons toutes les activités avec la perspective de leur apprendre quelque chose pour qu'ils soient en mesure de faire face aux défis de la grande école », dit Lucie Vincent, qui a la charge, avec son mari, Raffi Baghdjian, de la classe des 17 « petits » âgés de 2 à 4 ans.

Pourquoi scolariser les enfants si tôt ? « Ils sont là, devant nous, et ils ont une capacité d'apprendre. C'est désolant de ne pas leur apprendre des choses. On veut faire quelque chose de bien avec eux », explique M^me^ Vincent.

Quand ils quittent la classe de Lucie Vincent pour passer à la maternelle, le programme devient encore plus exigeant. Surtout pour les enfants qui iront passer le test d'admission à l'École internationale de la Commission scolaire de Montréal, qui a l'examen le plus difficile de tous les établissements, témoigne Anne Delarue. « Si, en début d'année, les parents me disent: "On veut qu'il passe le concours de l'École internationale", on sait qu'on ne va pas le lâcher », dit-elle.

En fin d'année, les enfants qui passeront ces tests font même des « simulations » afin de bien faire face à la pression de l'examen. « Depuis quelques années, comme l'examen est très difficile, on prend ces enfants à part dans une petite pièce et on recrée les conditions de l'examen. Ils ont des feuilles devant eux et ils doivent se débrouiller », explique M^me^ Delarue.

Guylaine Cormier, qui a été directrice de l'École internationale pendant six ans, n'en revient pas. « Ça n'a pas d'allure ! » s'est-elle exclamée quand *La Presse* l'a jointe pour avoir une réaction à ces exercices de « préparation ». « Moi, comme pédagogue, je vous dirais que ça ne donne rien de faire ça. Ce n'est vraiment pas une nécessité pour être admis à l'école. »

Pas de chamailleries

La maternelle Enfants des neiges diffère sur d'autres plans des centres de la petite enfance. « Il y a beaucoup plus d'encadrement ici. On est plus sévères. Les enfants ne courent pas, ils ne crient pas. Bien sûr, il y a une période de jeux libres. Mais il n'y a pas de batailles ici. Pas de chamailleries. Ça ne se fait pas », dit Lucie Vincent.

Les enfants sont ainsi entraînés à dire « merci madame », à s'asseoir sagement les jambes pliées et à manger leur collation proprement. « Récemment, j'ai entendu une petite fille dire à sa mère: maman, enlève ma suce. Je ne veux pas que M^me^ Vincent me voie comme ça », raconte l'enseignante.

Tout le monde s'émerveille, ce matin, devant la place nette d'une petite fille qui a mangé son épi de blé d'Inde sans en échapper le moindre grain. Une fois sa collation terminée, elle a soigneusement enveloppé l'épi dans son papier cellophane et l'a jeté aux poubelles.

La jolie petite fille à la place bien nette n'a pas 4 ans.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Plusieurs centres de la petite enfance sont aux prises avec les exigences de plus en plus grandes des parents.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous !	LECTURES **10**	Astrologie du jour	ACTUEL **9**
Décès	ACTUEL **10**	Personnalité de la semaine	A **22**
Forum	A **19 à 21**	Petites annonces	ACTUEL **7**
Horaire télévision	ARTS **4**	Sudoku	AFFAIRES **2**
Loteries	A **6**	Grille blanche	VIVRE EN SANTÉ **6**

Météo

Passages nuageux en matinée, ensoleillé en après-midi, maximum **16**, minimum **5**. SPORTS **7**

PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

À un âge où les enfants prennent plaisir à empiler les blocs, les « petits » des garderies de la performance apprennent des textes, chansons, comptines et poèmes et s'initient aux sciences naturelles.

Les garderies de la performance

KATIA GAGNON

Jérémie est né au mois d'octobre. Au printemps dernier, ses parents sont allés voir un psychologue pour obtenir une dérogation d'âge. Le psychologue a fait une évaluation complète de Jérémie. Quatre pages. Potentiel intellectuel, capacités motrices, développement socio-affectif. Pourtant, Jérémie est encore loin de l'entrée à l'école: il n'a que 3 ans. Mais ses parents tenaient mordicus à ce que leur fils soit placé dans le groupe des 4 ans, à la garderie, pour être « davantage stimulé ».

La directrice du CPE Les Petites Frimousses, Brigitte Fontaine, a été estomaquée en recevant l'évaluation psychologique de Jérémie. Elle avait refusé, à plusieurs reprises, d'accéder à la requête des parents. Le couple avait d'ailleurs formulé la même demande pour sa fille, encore à la pouponnière. La petite aura 18 mois en octobre. Les parents réclamaient qu'elle termine l'année avec le groupe des petits et qu'elle quitte « les bébés ».

« J'ai été tellement surprise qu'on m'arrive avec une évaluation psychologique pour un enfant de 3 ans! raconte Mme Fontaine. Comment un psychologue a-t-il pu se prêter à cet exercice-là? C'est tellement gros! Cette orientation-là, c'est le contraire des CPE. On ne scolarise pas ici: on a un programme qui vise à développer les habiletés sociales. Ça ne change rien qu'il soit avec des enfants un peu plus jeunes! »

Le CPE Les Petites Frimousses est situé dans le quartier Ahuntsic. La clientèle y est aisée et a, souvent, de grandes exigences pour son service de garde. À l'arrivée en poste de Brigitte Fontaine, les petits y suivaient des cours de gymnastique et de musique. « J'ai dit non. Les profs, c'est fini. Pour les parents, ç'a été un choc », raconte-t-elle. Depuis, les éducatrices du CPE reçoivent des formations de spécialistes et donnent elles-mêmes des cours d'éveil aux enfants.

> « Pour les parents, apprendre, c'est apprendre à lire, à écrire et à compter. Ils veulent que leur enfant soit meilleur que l'autre, qui sait compter jusqu'à 100 à 3 ans. »

Pascal Joly, directeur d'un CPE dans le quartier voisin de Villeray, gère lui aussi chaque année plusieurs demandes de dérogation de parents désireux faire entrer leur enfant à l'école le plus tôt possible dans une classe de prématernelle.

« Les parents voient l'école comme quelque chose de beaucoup mieux pour leur enfant. Ils veulent les voir assis sur un banc d'école. Pour eux, apprendre, c'est apprendre à lire, à écrire et à compter. Ils veulent que leur enfant soit meilleur que l'autre, qui sait compter jusqu'à 100 à 3 ans », explique M. Joly.

« Ils font juste jouer! »

Ces CPE ne sont pas les seuls à être aux prises avec les exigences de plus en plus grandes des parents. Louise Riopel est directrice d'un CPE situé dans les locaux d'une grande entreprise montréalaise. Ses clients sont, en général, des cadres supérieurs, dotés d'un poste exigeant et d'un salaire confortable. Elle nous a d'ailleurs demandé de changer son nom afin de ne pas indisposer sa clientèle.

C'est que Mme Riopel n'en revient tout simplement pas des demandes des parents de son CPE. « Un jour, une mère m'est arrivée en disant: "Oui, mais ici, les enfants ne font rien. Ils font juste jouer!" relate-t-elle. Une autre voulait des cours de violon. Je lui ai dit: "Oui, mais ça coûte cher." Elle m'a répondu: "Facture-moi!" Et les autres enfants du groupe? Encore là, elle avait une réponse: "Réserve un petit local, au fond, pour ceux qui veulent participer." Voyons donc. Tout ça n'a aucun sens. »

Certains parents ont même changé de garderie en faveur d'un établissement doté d'un programme d'activités chargé, y compris l'apprentissage de l'anglais. « C'est tellement bien, notre nouvelle garderie, m'a dit un papa, raconte Mme Riopel. Les enfants ont tellement d'activités qu'ils n'ont même pas le temps de jouer dehors! »

À l'Association québécoise des centres de la petite enfance, on s'oppose vivement à toute approche qui viserait à scolariser les enfants dans les CPE. « Si vous voulez des cours d'informatique à 2 ans, payez-les et prenez-les ailleurs qu'à la garderie. On stimule les enfants, mais les cours spécialisés, ça devrait être la fin de semaine », dit Jean Robitaille, directeur général de l'AQCPE.

M. Robitaille admet que les demandes pour ce type d'activités sont plus fortes dans les CPE fréquentés par des parents plus fortunés. L'interdiction de facturer plus de 7$ par jour a créé des remous dans plusieurs CPE. « Mais dans l'ensemble, ce type de demandes demeure marginal », dit-il.

Enfants performants, parents performants

Il faut dire que ces enfants qu'on veut stimuler dès leur plus jeune âge sont les rejetons de parents eux-mêmes accros à la réussite. Les parents de la garderie de Louise Riopel passent de nombreuses heures au boulot. Lors des périodes de pointe, l'entreprise subventionne des heures étendues.

« Certains enfants ne prenaient jamais de vacances », observe la directrice. Une affichette a fait son apparition à la garderie pour expliquer aux parents pourquoi leurs enfants ont besoin, quelques semaines par an, de se retrouver en famille, dans un milieu plus « libre ». L'affichette revient tous les printemps.

De même, poursuit Mme Riopel, les inévitables épidémies de gastro ou de grippe posent bien des problèmes à certains parents. « Je ne peux pas manquer le travail. Pourquoi tu n'embauches pas une infirmière et tu ne transformes pas un petit local, au fond, en salle d'isolement? » a demandé un papa, démuni devant la gastroentérite de son fils, qui s'éternisait un peu trop à son goût.

Les petites filles de la garderie de Louise Riopel jouent fréquemment à la réunion. Elles se mettent en cercle, avec des papiers et des crayons, et font semblant de gérer « l'entreprise ». Un jour, Mme Riopel a été renversée de voir une fillette jouer à la poupée avec un téléphone cellulaire jouet collé à l'oreille. « Ton bébé pleure? Est-ce qu'il a soif? » lui a-t-elle demandé. « Oui, mais il faut qu'il attende que j'aie fini mon téléphone », a répliqué la petite sur un ton péremptoire.

ACCROS AUX ACTIVITÉS

KATIA GAGNON

Le travail des enfants, c'est de jouer. Les bombarder d'activités toujours plus « stimulantes » peut être malsain. Et la scolarisation précoce, si elle n'est pas faite dans un contexte ludique, peut être tout aussi néfaste, estiment les psychologues.

« Dans certains pays, comme la Chine, les enfants sont produits pour exceller. Ici, on voit ça à plus petite échelle. Très tôt, certains parents commencent à poser des exigences », déplore François Dumesnil, psychologue et auteur de plusieurs livres sur l'éducation des enfants.

Pourquoi? « Parce qu'un enfant qui réussit, c'est un parent qui réussit. Le parent fait de l'enfant le porteur de ses aspirations », croit M. Dumesnil. Cependant, le psychologue estime que les activités de toutes sortes et les jeux éducatifs sont excellents si on les utilise dans un contexte ludique, où il n'y a pas de pression sur l'enfant pour qu'il « apprenne ».

« Les enfants deviennent accros à l'action. Si l'enfant n'a jamais le temps de jouer librement, il n'est pas en train de construire son monde intérieur. Et la solidité d'un adulte repose là-dessus. L'espace de jeu libre pour les enfants, la possibilité de s'ennuyer, ça n'existe pratiquement plus », souligne Pierre Desjardins, lui aussi psychologue.

M. Desjardins est un spécialiste de la dérogation scolaire. Il évalue annuellement plusieurs enfants dont les parents réclament qu'ils commencent l'école avant d'avoir 5 ans.

Sa recommandation: avant de déplacer un enfant vers un groupe plus âgé, il faut user d'une très grande prudence. « Est-ce que l'enfant va subir un préjudice grave s'il ne commence pas l'école cette année? C'est ce qu'on se demande au niveau scolaire. Si la réponse est non, il devrait rester à la garderie. » La même logique devrait prévaloir dans la formation des groupes en CPE, croit-il. « On peut pousser un enfant de façon adéquate. Mais certains parents font le contraire. »

« La culture en péril »

Les auteurs du clip restent dans l'ombre

MARTIN CROTEAU

Pendant qu'elle connaît un succès phénoménal sur le web, une vidéo humoristique qui dénonce les coupes dans le milieu de la culture s'attire les railleries des conservateurs. Car les auteurs de la satire, à laquelle Michel Rivard, Stéphane Rousseau et Benoît Brière ont prêté leur talent, refusent toujours de s'identifier.

En début de soirée, hier, plus de 210 000 internautes avaient pris d'assaut le site YouTube pour visionner *La culture en péril*.

Dans le sketch de trois minutes, Michel Rivard joue le rôle d'un organisateur de petit festival qui a besoin de subventions. Un jury anglophone, au sein duquel on reconnaît Stéphane Rousseau et Benoît Brière, lui annonce qu'il devra faire la promotion de la culture canadienne avant de lui demander s'il croit en Dieu.

Puis le chansonnier entonne *La complainte du phoque en Alaska*. Les jurés croient entendre un juron dans le nom du mammifère, et une série de quiproquos linguistiques s'ensuit.

Bloquistes et libéraux ont profité du succès de la vidéo pour relancer les conservateurs sur les coupes de 45 millions dans les programmes culturels, hier.

« Ce que la vidéo envoie comme message, c'est que la culture est une industrie, a indiqué Denis Coderre, critique libéral en matière de culture. Ce n'est pas une dépense, c'est un investissement. Pour chaque dollar qui est investi en culture, il y a un retour de 11$. »

La ministre du Patrimoine, Josée Verner, a dit qu'elle n'avait pas vu la vidéo, mais elle s'est moquée de ses auteurs, qui se terrent toujours dans l'anonymat. « J'ai surtout lu qu'on voulait protéger l'anonymat de ceux qui l'ont fait, a-t-elle indiqué. Moi, quand j'ai quelque chose à dire, je mets mon nom en dessous. »

Selon certaines sources, Erik Canuel, réalisateur de *Bon Cop, Bad Cop*, a participé à la création de la vidéo. Il n'a pas rappelé *La Presse* hier. Le scénariste François Avard, auteur des *Bougon*, aurait également pris part au projet. Joint hier, il n'a rien voulu confirmer mais s'est dit d'accord avec le contenu du clip.

Confusion

Anonyme ou pas, le clip sème la confusion, estime Jean-Paul Lafrance, politologue à l'UQAM et spécialiste de l'industrie culturelle. « Le message est ambigu, a-t-il constaté. Ça joue sur la fibre nationaliste et, en même temps, ça dénonce les coupes du fédéral. Pourtant, les coupes du fédéral sont aussi vraies pour les francophones que pour les anglophones. »

Malgré sa popularité, la production n'aura sans doute pas un impact majeur sur la suite de la campagne, croit Réjean Pelletier, professeur de science politique à l'Université Laval. « Les artistes en ont beaucoup parlé, notamment à la remise des prix Gémeaux, mais, dans la population, ce n'est pas encore un thème qui a beaucoup accroché. Surtout dans une semaine où les problèmes économiques sont à l'avant-scène. »

Les conservateurs nient vouloir toucher à la SRC

VIOLAINE BALLIVY

Un vent d'inquiétude souffle sur l'avenir de Radio-Canada. Le Parti conservateur s'est défendu, hier, de vouloir sabrer les budgets de la société d'État, mais ces propos n'ont convaincu ni ses adversaires politiques, ni les employés de la société d'État, ni les artistes québécois.

Juste avant le déclenchement de la campagne électorale, le Parti conservateur a envoyé à ses membres un sondage dans lequel il remet en question le bien-fondé du milliard de dollars investi annuellement dans CBC et Radio-Canada.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, craint que les conservateurs aient le projet inavoué de resserrer les budgets de Radio-Canada et de CBC.

« Quand on regarde ce qu'ils ont fait à la culture, quand on voit les discours du passé, quand on voit les moyens qu'ils viennent de prendre pour enquêter auprès de leurs militants, je ne prendrais pas de chance, moi », a dit M. Duceppe, de passage à Québec.

Le chef libéral Stéphane Dion a aussi condamné l'attitude du gouvernement Harper face à la chaîne de télévision publique. « Je somme Stephen Harper d'être honnête avec les Canadiens et d'admettre qu'il rêve de fermer Radio-Canada. » M. Dion a promis que Radio-Canada et la CBC recevraient d'un gouvernement libéral un financement stable et à long terme par l'entremise du Fonds canadien de télévision, « quelque chose que Stephen Harper a refusé de faire ».

Un sondage envoyé par le parti à ses membres a suscité des craintes sur l'avenir de la société d'État.

Un déni reçu avec scepticisme

Le premier ministre a balayé ces accusations d'un revers de main, hier, comme il l'avait fait vendredi à Farnham. La ministre responsable de Patrimoine Canada, Josée Verner, a dit qu'elle n'était pas inquiète de l'avenir de la société d'État. Avouant ne pas avoir vu le sondage controversé (mis en ligne sur le site de Radio-Canada), elle a répété à plusieurs reprises, lors d'une conférence de presse à Québec: « Il n'est écrit nulle part dans notre plateforme électorale de toucher au budget de Radio-Canada. »

Il en faudra toutefois davantage pour rassurer le président du syndicat des communications de Radio-Canada, Alex Levasseur. Il affirme que les conservateurs ont déjà commencé à réduire les budgets de la SRC en refusant d'indexer ses dépenses depuis qu'ils sont au pouvoir. « C'est une façon cachée de couper. »

Le président de l'Union des artistes, Raymond Legault, accuse les conservateurs d'avoir formulé la question de manière à favoriser les réponses négatives. « On ne demande pas "Êtes-vous satisfaits ou non de CBC?" mais "Êtes-vous prêt à y investir un milliard de dollars?" Les gens qui ont des difficultés financières vont nécessairement être tentés de répondre non. »

« Compte tenu des coupes récentes en culture, nous avons toutes les raisons d'être inquiets », a-t-il ajouté.

Au cœur de la tourmente, la Société Radio-Canada est restée prudente hier. « Nous sommes en campagne électorale. On ne veut pas présumer des intentions des conservateurs », a dit Pascale Montminy, directrice des relations publiques de Radio-Canada. Il reste que le sondage des conservateurs a « surpris » la direction radio-canadienne. « La question a été posée hors contexte. Il aurait été beaucoup plus approprié que notre financement soit mis en perspective. »

M^me^ Montminy a rappelé que les crédits versés par Ottawa sont de 33$ par habitant, ce qui classe le Canada au 15^e^ rang des 18 pays de l'OCDE pour les subventions accordées à un diffuseur public.

— Avec Malorie Beauchemin, Gilles Toupin et Hugo de Grandpré

Dion s'engage en faveur de la culture

Le chef libéral promet de rétablir les programmes amputés par Ottawa

GILLES TOUPIN

Stéphane Dion a mené une offensive en faveur de la culture hier, à la Place des Arts, en promettant de rétablir entièrement les 45 millions de dollars que les conservateurs ont retranché des programmes destinés à soutenir les créateurs.

« Au-delà des fonds en cause, a déclaré M. Dion, regardons la manière. Ces compressions ont été divulguées par un courriel un vendredi après-midi, presque en cachette. Quand Stephen Harper a coupé de cette manière dans la culture, il a pensé qu'on ne s'en apercevrait pas, nous, les Québécois. C'est la preuve qu'il ne nous comprend pas. »

« Je m'engage à annuler les coupes des conservateurs et à rétablir tous ces programmes », a promis le chef libéral en présence de représentants de la communauté artistique, dont le comédien Albert Millaire, le sénateur Jean Lapointe, le président de l'Union des artistes, Raymond Legault, le directeur de l'Opéra de Montréal, Pierre Dufour, et le critique libéral en matière de culture, Denis Coderre.

Le chef libéral s'est d'ailleurs élevé contre le fait que le premier ministre Harper ait confié à son porte-parole le soin de justifier ces compressions, l'accusant de se prendre pour le président des États-Unis. M. Dion a également critiqué les raisons avancées par ce porte-parole pour sabrer dans la culture, soit que la grande majorité des productions visées « auraient fait sourciller la plupart des Canadiens ».

« Nous touchons là le fondement même de l'intolérance idéologique des conservateurs de Stephen Harper », a dit M. Dion, qui a ajouté que le gouvernement Harper mettait en cause la liberté des arts et celle des créateurs.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Stéphane Dion a annoncé le programme culturel de son parti dans les coulisses de la salle Wilfrid-Pelletier.

553 millions en quatre ans

M. Dion a profité de son passage dans les coulisses de la salle Wilfrid-Pelletier pour faire connaître le programme culturel de son parti, qui promet des investissements de 533 millions de dollars en quatre ans.

« Il y a un monde de différences entre le Canada que veulent avoir les conservateurs de Stephen Harper et la vision et les valeurs qui nous animent, nous, les libéraux. L'exemple le plus frappant de cette divergence fondamentale est la culture et les arts. »

M. Dion a donc annoncé qu'il doublera le budget du Conseil des arts pour porter son financement à 360 millions de dollars par année. Les libéraux augmenteront également le crédit d'impôt pour la production cinématographique ou vidéo, qui atteindra 30 %.

En outre, il a promis qu'un gouvernement libéral améliorerait les programmes de promotion internationale des arts grâce à un financement supplémentaire de 26 millions en quatre ans, tout en relevant de 16 millions, toujours en quatre ans, le budget du Programme d'aide aux musées.

M. Dion s'est aussi engagé à protéger la liberté de créer au Canada et a promis qu'un nouveau gouvernement libéral mettrait un terme aux tentatives des conservateurs de donner au ministre du Patrimoine le pouvoir de censurer les films produits au Canada.

Sur une note plus personnelle, Stéphane Dion a rappelé en terminant qu'il était un enfant de la Révolution tranquille. « C'est cette révolution dont Fernand Dumont a écrit qu'elle a été d'abord et avant tout une révolution culturelle, a-t-il dit. Je suis le fils de Léon Dion, qui a collaboré de près avec le père Georges-Henri Lévesque. Le père Lévesque est un peu le père du Conseil des arts et de bien d'autres institutions culturelles. J'ai le sentiment aujourd'hui de prolonger l'œuvre de mon père en me battant pour la liberté et la promotion des arts et de la culture, au Québec comme partout au Canada. »

CHEFS
Posez vos questions aux chefs à cyberpresse.ca/chefs

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

SELON GILLES DUCEPPE

Harper trompe les Québécois

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Stephen Harper ment aux Québécois, et son appel aux nationalistes n'est que de la poudre aux yeux, estime le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

« M. Harper dit qu'il ouvre la porte aux nationalistes. Le problème, c'est qu'il les laisse dans le vestibule. Pas question de les inviter au salon », a dit M. Duceppe. Il a tenu ces propos en réaction à ceux du chef conservateur, qui, dans une entrevue publiée hier par *La Presse*, affirmait vouloir faire une place aux nationalistes québécois dans son parti.

« Dans l'ensemble des dossiers, il ne passe pas de la parole aux actes. Il refuse que la nation soit constitutionnalisée, il fait des coupes en culture, dans les organismes à but non lucratif », a souligné le chef du Bloc.

« Sur la question de l'UNESCO, il ment complètement, a ajouté M. Duceppe. Il n'y a pas de siège à l'UNESCO pour le Québec; c'est une place dans la délégation canadienne, à condition de parler quand on est d'accord avec Ottawa, dans le domaine même de la culture. Ce qu'il a fait ne correspond pas à ses promesses. »

La reconnaissance de la nation québécoise par le gouvernement conservateur n'est que symbolique, aux yeux du chef du Bloc. « C'est une chose de dire je reconnais votre nation, mais je ne veux pas que ce soit inscrit, je reconnais votre nation, mais je ne reconnais pas votre langue, je reconnais votre nation, mais pas vos institutions, je reconnais votre nation mais vous n'avez pas de place à l'international », a-t-il martelé.

Train rapide Québec-Windsor

En après-midi, devant la gare du Palais, à Québec, le chef bloquiste a réitéré sa proposition d'un train rapide entre Québec et Windsor, qui fait largement consensus dans la région. Il somme le chef conservateur de s'engager à réaliser le projet. « Stephen Harper a dit non à tout le Québec concernant la nation, le déséquilibre fiscal, la culture, les organismes de développement économique, Kyoto et beaucoup d'autres questions, a dit M. Duceppe. Nous lui offrons l'occasion de dire oui au Québec. »

Selon le Bloc, les cadeaux fiscaux donnés aux pétrolières pour 10 ans coûtent beaucoup plus cher aux contribuables qu'un train rapide. « Les pétrolières polluent, les trains rapides permettent de réduire la pollution et celui-ci contribuerait à la création de la richesse au Québec », a ajouté le chef.

PHOTO LE SOLEIL

Gilles Duceppe : « Dans l'ensemble des dossiers, il (Stephen Harper) ne passe pas de la parole aux actes. »

De passage dans la région de la capitale nationale après une tournée de cinq jours dans les régions du Québec, M. Duceppe est venu prêter main-forte à son équipe de députés dans un coin qui a largement voté pour les conservateurs au dernier scrutin.

« On travaille très fort. On a vu dans les analyses politiques que c'est serré, comme c'était serré en 2006. À chaque élection, avec les courants successifs qui se sont manifestés ici, c'est toujours serré », a dit M. Duceppe à propos de la bataille de Québec, tout en se disant confiant et optimiste.

En 2004, les sept circonscriptions de la région avaient élu des députés du Bloc. Seule Christiane Gagnon, députée de Québec depuis 1993, avait résisté à la vague conservatrice de 2006 — mais avec une majorité moitié moindre qu'au scrutin de 2004.

Dans Charlesbourg–Haute-Saint-Charles, où s'est rendu le chef du Bloc en matinée, le syndicaliste Denis Courteau tentera de déloger le conservateur Daniel Petit, qui l'avait emporté par moins de 1400 voix en 2006 sur le bloquiste Richard Marceau.

La région de Québec a aussi voté massivement pour l'ADQ de Mario Dumont aux dernières élections provinciales.

Le premier ministre de passage dans le Grand Nord

Le chef du PCC joue la carte du patriotisme

HUGO DE GRANDPRÉ

IQALUIT — Après avoir courtisé les nationalistes québécois pendant trois jours, Stephen Harper a fait un saut dans le Grand Nord, hier, pour séduire les nationalistes canadiens.

M. Harper est le premier chef à se rendre dans l'Arctique au cours de cette campagne électorale. Dans son cas, c'est même la seconde visite en moins d'un mois. À la fin du mois d'août, il était venu y annoncer une série de mesures destinées à protéger la souveraineté canadienne.

Cette fois, il a notamment promis de créer pour le Nunavut une agence de développement économique semblable à celles qui existent déjà dans d'autres parties du pays, dont le Québec et les provinces atlantiques.

Il s'est aussi engagé à simplifier le processus réglementaire pour les projets sur les ressources naturelles et à ouvrir un bureau satellite du Bureau de gestion des grands projets créé à Ottawa par son gouvernement en 2007.

Les conservateurs espèrent faire des gains dans le Nord, notamment dans la vaste circonscription de Nunavut, dont la députée libérale, Nancy Karetak-Lindell, en poste depuis 10 ans, vient tout juste de tirer sa révérence.

Mais de l'aveu même du premier ministre, les raisons de sa visite d'hier transcendaient la simple politique locale.

« Nous sommes ici parce que nous croyons au *nation building*, parce que nous sommes un pays du Nord et parce que nous sommes déterminés — peu importe ce que les partis d'opposition peuvent dire —, nous sommes déterminés à ce que le drapeau du Canada flotte aussi haut et fièrement ici qu'ailleurs au pays. »

Dans la fièvre de son discours patriotique, M. Harper est allé jusqu'à emprunter le « Yes we can » du candidat démocrate à la présidence américaine, Barack Obama.

« Il y a toute une histoire de gens qui disent que le Canada est une tâche impossible à accomplir. Que les Français ne pouvaient pas établir de colonies, que nous ne pourrions pas nous distinguer des Américains durant la révolution américaine, que nous ne pourrions pas nous défendre durant la guerre de 1812 et, dans une économie moderne, que nous ne pouvons défendre les passages est-ouest », a-t-il dit en conférence de presse.

« Mais les Canadiens ont toujours été capables de dire : oui, nous le pouvons. Nous pouvons bâtir un pays, nous bâtissons un pays. Et c'est ce que nous allons faire. »

Quelques sceptiques

Dans les rues d'Iqaluit, cependant, quelques personnes doutaient des plans de grandeur du premier ministre et ont dit craindre d'être oubliées entre la souveraineté canadienne et l'exploitation des ressources naturelles.

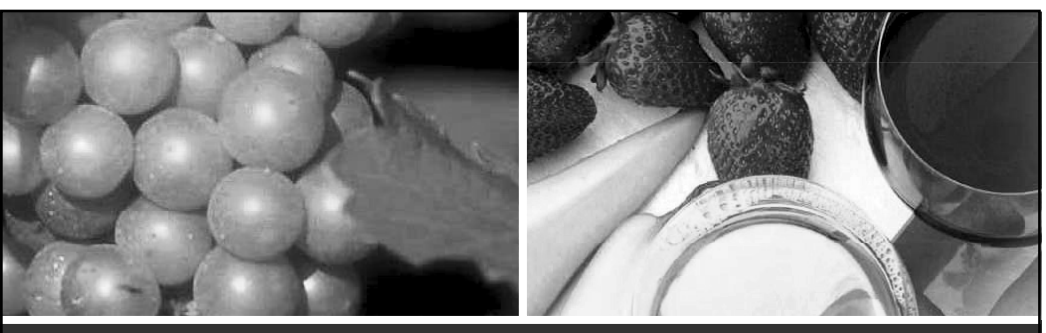
« Le développement économique est important. Mais qu'est-ce que le développement économique va faire quand la moitié de nos jeunes décrochent de l'école secondaire ? Ils ne savent pas lire… Comment peuvent-ils démarrer une entreprise ? » a lancé le candidat libéral Kirt Kootoo Ejesiak.

M. Harper a répondu que son gouvernement se soucie des questions sociales : « Notre parti est le seul dans cette élection qui a des programmes et qui a pris des mesures concrètes dans tous ces domaines pour les habitants de cette région », a-t-il affirmé.

Mais cela ne l'a pas empêché d'orienter la majeure partie de son discours sur les défis et les possibilités qui pointent à l'horizon. « L'importance économique et stratégique de l'Arctique s'est accrue de manière exponentielle au fil des ans, notamment en raison de la hausse de la demande mondiale pour ses ressources énergétiques et minérales, de la fonte de la calotte glaciaire et de l'augmentation de la navigation. »

Et encore une fois, il s'est engagé à défendre la souveraineté canadienne, notamment contre les Russes, dont, encore vendredi, il a dit craindre les récentes démonstrations d'intérêt pour l'Arctique.

« Nous serons présents avec des yeux dans le ciel, des bateaux dans le passage du Nord-Ouest et des bottes sur la toundra », a mis en garde Stephen Harper.



ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

ÉCHOS DE LA CAMPAGNE

ON A REMARQUÉ…

… que Jack Layton, d'ordinaire affable et souriant, avait bien moins bonne mine, hier. Le chef du NPD a été entraîné dans la controverse bien malgré lui par le chef du Parti marijuana, Marc Emery. Celui-ci l'a accusé vendredi d'avoir rompu un accord informel de longue date en vertu duquel il organisait des campagnes de financement et recrutait pour le NPD. Dans un blogue datant de 2005, M. Emery, surnommé le « Prince du pot », s'est targué d'avoir enrôlé 3000 membres dans le NPD. Lorsque les journalistes l'ont questionné sur ces allégations, M. Layton a fourni des réponses sèches. « Il n'y a jamais eu d'entente. Je ne sais pas de quoi il parle. »

MOT POUR MOT

« J'invite Christine St-Pierre à garder son calme. Ce n'est pas parce qu'il vente à l'extérieur qu'il y a une tempête qui s'en vient. »

–Josée Verner, ministre du Patrimoine, niant que Télefilm Canada ait l'intention de réduire les fonds d'un programme pour les nouveaux médias.

Josee Verner
PHOTO ERICK LABBE, FOCUS1

LE CHIFFRE DU JOUR

530 millions

C'est la somme que Stéphane Dion s'engage à investir dans la culture s'il est élu. Le chef libéral s'insurge contre les coupes de 45 millions dans ce secteur par le gouvernement Harper.

OÙ SONT-ILS AUJOURD'HUI?

Stephen Harper: en congé
Stéphane Dion: en congé
Jack Layton: Gatineau
Gilles Duceppe: Montréal, Saint-Eustache
Elizabeth May: Vancouver

Offensive publicitaire du PCC contre le Bloc

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Parti conservateur ne lésine pas sur les moyens pour attaquer le Bloc québécois.

Après avoir inondé les stations de télévision et de radio de messages publicitaires, des conservateurs sillonneront les régions du Québec cette semaine à bord d'un camion transportant un immense panneau publicitaire pour semer le doute au sujet de l'utilité du Bloc à Ottawa.

Le ministre du Commerce international, Michael Fortier, annoncera les détails de cette nouvelle offensive ce matin à Montréal devant l'édifice qui abrite le bureau de circonscription de Gilles Duceppe, au 1200, avenue Papineau, à Montréal.

Le camion se rendra dans toutes les circonscriptions du Québec où la lutte s'annonce serrée entre le Bloc québécois et le Parti conservateur, a indiqué hier une source conservatrice.

ILLUSTRATION FOURNIE PAR LE PCC

Le député conservateur Jacques Gourde, qui été élu en 2006 avec une confortable majorité de 12 834 voix dans Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière, sera à bord de ce camion afin de donner un coup de main aux candidats conservateurs.

« Avec le Bloc, on ne reçoit… que la facture », peut-on lire sur le panneau publicitaire, qui montre une main qui tient une facture et un bonbon sur lequel est imprimé le logo du Bloc québécois. « 18 ans du Bloc à Ottawa + 0 résultat = 350 millions » peut-on aussi lire.

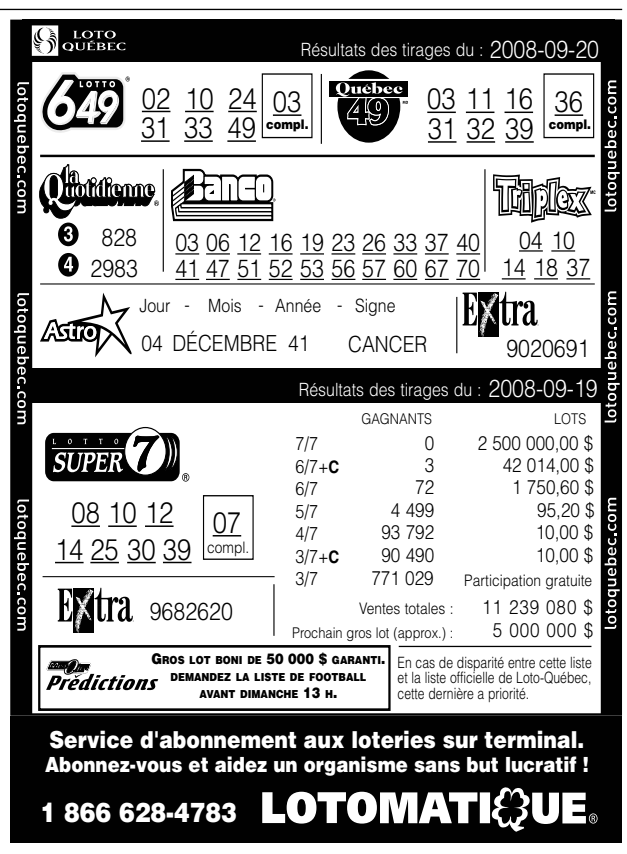
Les stratèges conservateurs soutiennent que c'est ce qu'a coûté le Bloc québécois aux contribuables depuis 18 ans. Ce chiffre comprend notamment les salaires des députés et de leurs adjoints, les budgets de recherche et les subventions qu'obtient le Bloc québécois depuis 2004 selon les suffrages qu'il recueille. Le ministre Fortier annoncera aussi la mise en ligne d'un nouveau site internet, coutsdubloc.com, dans le cadre de cette nouvelle offensive au Québec.

Bilan de l'opposition

« Depuis le début de la campagne électorale, nous disons que c'est l'occasion de faire le bilan du gouvernement, mais c'est aussi l'occasion de faire le bilan des partis de l'opposition. Au Québec, le Bloc détient une majorité des sièges depuis 1993. Il évite soigneusement de nous parler de son bilan, mais nous voulons qu'il nous dise ce qu'il a fait avec cette majorité à Ottawa », a affirmé une source conservatrice.

Toutefois, il faut préciser que ces coûts auraient tout de même été engendrés par l'État, que des candidats du Bloc québécois soient élus en grand nombre à Ottawa ou pas, puisque ce sont des coûts fixes associés à l'élection d'un député dans des circonscriptions du Québec.

M. Fortier fera cette annonce dans la métropole au moment même où la campagne de Gilles Duceppe revient à Montréal après avoir sillonné les régions du Québec la semaine dernière.



EN BREF

Date du sommet avec l'UE maintenue

Ottawa confirme que le sommet Canada-Union européenne aura bien lieu tel que prévu le 17 octobre à Montréal, malgré la proximité des élections fédérales qui se tiendront à peine trois jours plus tôt. Le report du sommet, annoncé par *Le Devoir*, hier, a été réfuté catégoriquement par le porte-parole du premier ministre Stephen Harper, Dimitri Soudas. Même son de cloche du côté de l'ambassade de France au Canada, chargée des préparatifs. « Nous y travaillons toujours d'arrache-pied, a indiqué hier Jean Christophe Fleury, porte-parole de l'ambassade. M. Fleury a de plus envoyé dès hier une missive à Paris pour confirmer qu'Ottawa maintenait le cap sur la date convenue. La tenue des élections « n'implique pas vraiment de modifications puisqu'il y aura toujours un gouvernement, soit intérimaire, soit en place, mais nous aurons un interlocuteur ». Violaine Ballivy et Hugo De Grandpré

Le toit vert du NPD

Les dirigeants du Nouveau Parti démocratique étaient impatients de parler d'un autre type d'herbe, hier, après avoir dû répondre à des questions pointues sur les liens du parti avec des groupes favorables à la consommation de marijuana en Colombie-Britannique. Et c'est avec fierté que les néo-démocrates ont dévoilé leur nouveau toit vert hier, peu de temps après la démission d'un deuxième candidat de la Colombie-Britannique en lien avec une affaire de consommation de drogue. Ce toit, qui recouvre les quartiers généraux du NPD à Ottawa, remplace l'ancienne structure faite de blocs de ciment. PC

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant au modèle neuf CTS 2008 (6DM69/R7C). Sur approbation de crédit par GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. À l'achat, paiements mensuels basés sur un financement de 60 mois. Préparation incluse. Frais de transport (1 420 $), frais d'immatriculation, d'assurance et toutes taxes en sus. 2. À l'achat du modèle neuf CTS 2008 provenant de l'inventaire du concessionnaire, livré entre le 19 juin 2008 et le 30 septembre 2008, et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01 $, le consommateur reçoit une carte d'essence chez les concessionnaires participants à prix préférentiel permettant d'économiser 20 ¢ le litre pour 2 500 L d'essence. La réduction de 20 ¢ le litre inclut les taxes applicables. Les cartes sont valides à compter de 72 heures après la livraison, uniquement chez les détaillants Petro-Canada participants, et ne sont pas monnayables. GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à cette offre et/ou au programme en tout ou en partie pour toute raison que ce soit et en tout temps, sans préavis. MCMarque de commerce de Petro-Canada. Utilisée sous licence. 3. Selon la première éventualité. 4. Pour obtenir tous les détails et les modalités liés au système OnStar, consultez le site onstar.ca. 5. Selon la première éventualité. Détails sur la garantie limitée chez votre concessionnaire. Cette offre est exclusive et ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gm.ca.**

Galerie du sommeil

BRAULT & MARTINEAU

16 succursales

CONCOURS Vacances Surprises!

Faites vos valises!

Vous pourriez **gagner**** l'un des **100** voyages au Mexique à la Riviera Maya au Grand Sunset Princess. Formule tout inclus.

Une valeur en prix de **139 900$**

**Aucun achat requis. Un voyage pour 2 personnes par gagnant, totalisant 50 gagnants. Le voyage aura lieu du 7 au 14 novembre 2008. Règlements et détails en magasin.

Zedbed nature Eco Latex

- Matelas 100 % latex naturel écologique
- 19 canaux de ventilation • 7 zones de confort
- Base de mousse haute résilience d'extraits de soya
- Housse détachable et lavable

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin
Garantie de 20 ans. Livraison et ramassage gratuits

- 1 place . . . . . 25,98$*/mois ou 1299$
- Grand lit . . . . . 37,98$*/mois ou 1899$
- Très grand lit. . . . . 49,98$*/mois ou 2499$
- Ensemble de literie grand lit 6 mcx . . . . . 6,18$*/mois ou 309$
- Rideau 114 x 229 cm (45 x 90 po) . . 0,78$*/mois ou 39$/panneau

33,98$*/mois OU 1699$ 2 places Nous payons la TPS et la TVQ††

Serta Tallulah

Exclusivité B & M

- Matelas moelleux • Sans rotation
- Dessus à coussinet • Contour renforcé

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin
Garantie de 10 ans. Livraison et ramassage gratuits

- 1 place/240 ressorts . . . . . 5,58$*/mois ou 279$
- Grand lit/416 ressorts . . . . . 8,98$*/mois ou 449$
- Très grand lit/520 ressorts . . . . 15,58$*/mois ou 779$

7,98$*/mois OU 399$ Nous payons la TPS et la TVQ†† 2 places/336 ressorts

Zedbed nature Loft

- Matelas écologique
- Revêtement viscoélastique
- Base en Celcar ultra-ferme
- 22 canaux de ventilation et 5 zones de confort

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin
Garantie de 20 ans. Livraison et ramassage gratuits

- 1 place . . . . . 28,98$*/mois ou 1449$
- Grand lit . . . . . 37,98$*/mois ou 1899$
- Très grand lit. . . . . 53,98$*/mois ou 2699$

35,98$*/mois OU 1799$ Nous payons la TPS et la TVQ†† 2 places

Panasonic Fauteuil de massage

- 8 modes de massage
- 4 séances de massage préprogrammées
- Inclinaison électrique

Livraison gratuite

55,98$*/mois OU 2799$ Nous payons la TPS et la TVQ††

Fauteuil de massage Panasonic

- Massage de la plante des pieds, des mollets, du fessier et des bras/jambes
- Étirement des jambes, des bras et des épaules

Livraison gratuite

85,98$*/mois OU 4299$ Nous payons la TPS et la TVQ††

Garantie confort 90 jours d'essai sur TOUS nos matelas Exclusif à B & M

Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons† !
†Détails en magasin.

Serta Amethyste II

Exclusivité B & M

- Matelas ferme
- Sans rotation
- Contour renforcé

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin
Garantie de 10 ans. Livraison et ramassage gratuits

- 1 place/462 ressorts ensachés . . . . . 12,98$*/mois ou 649$
- Grand lit/805 ressorts ensachés . . . . . 15,98$*/mois ou 799$
- Très grand lit/1015 ressorts ensachés. . 23,98$*/mois ou 1199$

14,98$*/mois OU 749$ 2 places/660 ressorts ensachés Nous payons la TPS et la TVQ††

Zedbed nature Oreiller écologique

Fabriqué à partir d'huile de soya 100 % pure, système d'aération intégré assurant une ventilation permanente, atténue les points de tension, viscoélastique écologique et hypoallergène résistant aux acariens

2,98$*/mois OU 149$ Nous payons la TPS et la TVQ†† 2 places

Oreiller écologique

Fabriqué à partir d'huile de soya 100 % pure, forme et texture procurant un léger massage de la tête et du cou, ergonomique assurant un soutien cervical profilé, système d'aération intégré limitant les problèmes de transpiration excessive durant le sommeil, viscoélastique écologique et hypoallergène résistant aux acariens

3,18$*/mois OU 159$ Nous payons la TPS et la TVQ††

Zedbed nature

Nous payons la TPS et la TVQ†† OU payez en 50 versements sans intérêt* jusqu'en novembre 2012 sur les meubles†, matelas†, accessoires de décoration† et électroménagers†

VISITEZ LE NOUVEAU braultetmartineau.com

Livraison gratuite 7 jours sur 7** **Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin*

HEURES D'OUVERTURE :
Lundi au vendredi 9 h à 21 h
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 10 h à 17 h

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Galerie du sommeil BRAULT & MARTINEAU 16 succursales

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au mercredi 9 h à 18 h • Jeudi et vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h • Dimanche 10 h à 17 h

GRANBY Tél. : 450 372-5656 • 50, rue Simonds Nord
MASCOUCHE Tél. : 450 474-8531 • 210, Montée Masson
ST-HYACINTHE Tél. : 450 774-6116 • 3300, avenue Cusson
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU Tél. : 450 349-1609 • 575, rue Pierre-Caisse
ST-JÉRÔME Tél. : 450 431-9338 • 21, rue Gauthier
VAUDREUIL-DORION Tél. : 450 424-2651 • 585, avenue St-Charles

Accord D Desjardins — Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Offre en vigueur du lundi 15 septembre au dimanche 21 septembre 2008. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. ††Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalant à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin. †Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du service de crédit Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Exemple de frais :			
Si votre solde quotidien moyen en souffrance est de :	250 $	500 $	1000 $
Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de :	4,01 $	8,01 $	16,03 $

3534303A

PLUS

LA VIE SECRÈTE

RITA EST UNE FEMME AUSSI FORTE QUE DISCRÈTE, QUI ÉLÈVE SES SEPT ENFANTS DANS LE MILE END. MAIS ON PEUT AVOIR L'IMPRESSION QUE C'EST SUR UNE AUTRE PLANÈTE. RITA EST JUIVE HASSIDIQUE, ET ELLE RESPECTE À LA LETTRE LES PRÉCEPTES DE SON COURANT RELIGIEUX. CE QUI NE L'EMPÊCHE PAS D'AVOIR SES OPINIONS SUR LA VIE, SUR LE MONDE. À UNE SEMAINE DU NOUVEL AN JUIF, NOTRE JOURNALISTE EST ALLÉE LA RENCONTRER SUR SON BALCON.

RIMA ELKOURI

« Ça vous va si on s'assoit sur le balcon ?

– C'est parfait. »

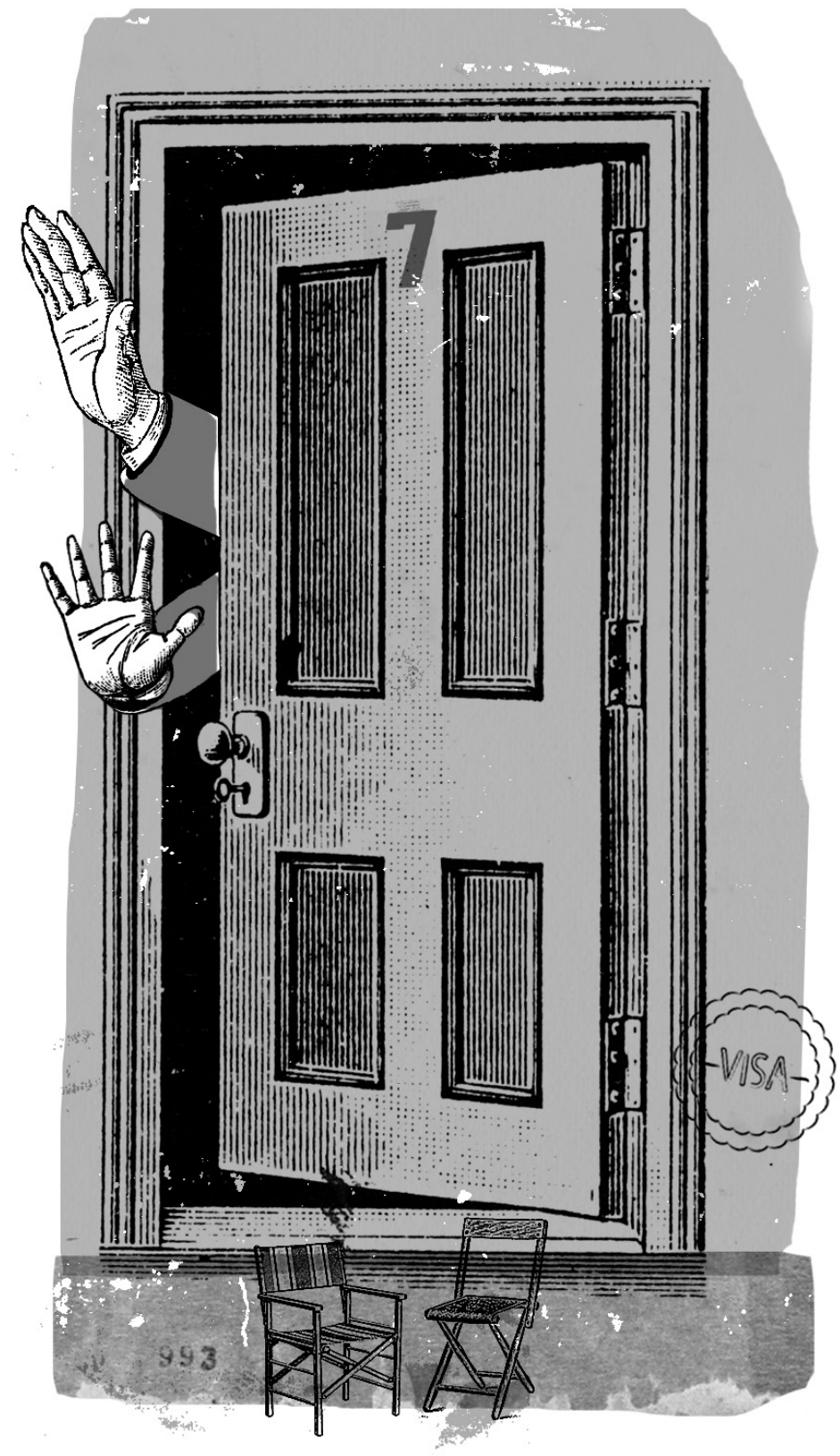
Rita est ma voisine juive hassidique, ou enfin presque. Nous sommes voisines sans l'être vraiment. Même si je la vois presque tous les jours sur son balcon, même si nous foulons les mêmes trottoirs, son univers reste pour l'essentiel étranger au mien. Nos vies se frôlent sans vraiment se toucher.

Un soir d'été, alors qu'elle était assise sur son balcon avec ses filles, je me suis présentée à ma voisine et lui ai demandé si elle accepterait de m'ouvrir sa porte. Son voisin immédiat, qui la connaît depuis longtemps, avait déjà tâté le terrain pour moi. Rita a eu un sourire gêné. Je l'ai sentie trop polie pour dire non, trop pudique pour dire oui. Elle m'a d'abord dit qu'elle n'était pas du genre à étaler sa vie sur la place publique. Mais après quelques hésitations, la mère de sept enfants a fini par accepter de me rencontrer. « Revenez me voir dans deux semaines », m'a-t-elle dit, en précisant que sa fille allait accoucher d'ici quelques jours et qu'elle serait trop occupée pour me recevoir dans l'immédiat.

C'est ainsi que je me suis retrouvée devant la porte de Rita un lundi matin. J'étais à quelques pas de chez moi. Pourtant, j'avais l'impression d'être à la frontière d'un pays étranger. Au pays des « messieurs avec des cheveux ronds », comme l'a observé un samedi matin mon fils de 4 ans en apercevant un homme hassidique coiffé de son chapeau de fourrure traditionnel du sabbat. Un pays secret, qui émet peu de visas aux touristes étrangers.

J'ai sonné. C'est le fils de 7 ans qui a ouvert la porte. Tout endimanché, coiffé d'une kippa, ses papillotes soigneusement lissées. J'ai demandé à parler à sa mère. « Un instant », a-t-il dit. Il y avait du va-et-vient dans la maison. Une adolescente aux longs cheveux roux est revenue me voir. « Aujourd'hui, c'est la circoncision du bébé, a-t-elle dit tout bas, en anglais. Maman demande si vous pouvez revenir mardi ou mercredi. »

J'ai dit que j'allais repasser. « Je vous souhaite une bonne journée », a lancé poliment la jeune fille avant de refermer la porte.



> Pour Rita, rien de plus naturel que d'avoir un essaim d'enfants autour d'elle. « Y a-t-il vraiment une autre façon de vivre ? »

Le lendemain, j'avais rendez-vous avec Rita à 14 h 30. Elle est apparue sur son balcon vêtue d'une tunique marine à rayures bleues et roses. Elle portait des bas opaques et un bandeau gris couvrait sa tête. Le visage sans fard, des lunettes perchées sur le nez. Elle a déplié deux chaises.

À l'intérieur de la maison, le nouveau-né tout juste circoncis hurlait. « C'est à cause de la circoncision ?

– Non ! a lancé Rita, sur le ton rassurant de la grand-maman qui en a vu d'autres. C'est un bébé qui pleurait déjà beaucoup avant. Mais c'est sûr qu'il a été dérangé. Il va s'en remettre ! »

Un homme âgé, chapeau noir et barbe blanche, est sorti de la maison en saluant Rita. « C'est le rabbin qui a fait la circoncision. Il est venu vérifier si tout va bien. »

Superwoman hassidique

J'ai ainsi passé deux après-midi sur le balcon de Rita à causer de circoncision et d'allaitement, de relations hommes-femmes et de mariage hassidique, du contraste entre sa communauté et la société qui l'entoure, du silence des uns et de la curiosité des autres, du bon voisinage et du moins bon, des tensions et des tentations.

Au fil de la discussion, Rita m'est apparue comme une femme pragmatique, forte de caractère, qui n'a pas la langue dans sa poche. Une mère poule et une voisine attentive qui connaît tous les potins du quartier. Une sorte de *superwoman* comme on en voit de plus en plus dans la communauté hassidique, qui concilie travail et grosse famille. Conservatrice jusqu'au bout des doigts, oui, bien sûr, mais à bien des égards beaucoup plus ouverte et respectueuse que je l'aurais d'abord cru. Une femme secrète, aussi. Rita ne s'appelle pas Rita. Il n'était pas question pour elle d'aborder tous ces sujets en dévoilant son nom sur la place publique. J'aurais pu insister. Mais j'ai eu peur de perdre mon visa.

Rita a 43 ans. Elle est mère de sept enfants, mais, en fait, elle en a eu huit. Une de ses jumelles aînées est morte à l'âge de 5 ans d'une maladie pulmonaire chronique. « Elle a poussé son dernier soupir assise sur mes genoux », raconte-t-elle, la voix étranglée. Seize ans plus tard, la blessure est encore vive. « Elle souffrait tant que je me dis qu'elle est mieux maintenant. C'est ma consolation », dit-elle tout bas.

Les enfants, c'est toute la vie de Rita. Son aînée, déjà mariée, a 21 ans. Le cadet a 3 ans. Entre les deux, il y a une fille de 20 ans, mariée elle aussi, des jumeaux de 14 ans (un garçon et une fille) et deux autres garçons de 7 et 3 ans. « Ils m'apportent tant de bonheur. En tenant contre moi mon petit-fils de 11 jours, ça me donne juste envie d'en avoir un autre », dit-elle, émue.

Elle se rappelle en riant la fois où, alors qu'elle traînait sa marmaille dans une poussette triple qu'elle appelait son « tchou-tchou-train », des voisines non juives l'ont arrêtée pour lui dire : « Vous savez qu'on vous admire ? » Pourquoi donc ? se demandait-elle. Pour Rita, rien de plus naturel que d'avoir un essaim d'enfants autour d'elle. « Y a-t-il vraiment une autre façon de vivre ? »

Respecter la culture d'autrui

Née en Israël, Rita est arrivée à Montréal toute jeune. Elle a toujours habité le Mile End. Sa mère est originaire de Roumanie, son père, de Pologne, tous deux survivants de l'Holocauste. Elle est professeure de yiddish et de religion. Son mari aussi. « Pour moi, les deux seules options étaient soit de travailler comme secrétaire pour quelqu'un de religieux, soit d'enseigner. C'était la seule façon de pouvoir respecter le calendrier juif. »

Il fut une époque où il était presque impossible pour une majorité de juifs hassidiques de poursuivre des études collégiales ou universitaires. Car dans une communauté repliée sur elle-même où hommes et femmes mènent des vies parallèles, la mixité n'est pas encouragée. Mais depuis 1985, à la demande du ministère de l'Éducation, le cégep Marie-Victorin gère des programmes d'enseignement collégial offerts dans des écoles juives de Montréal. C'est ainsi que les deux filles aînées de Rita ont pu obtenir un diplôme d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance sans jamais mettre les pieds dans un vrai cégep.

Même si les non-juifs l'abordent toujours en anglais, Rita parle bien français. « Avant, j'étais gênée de parler français. Je ne peux pas dire que je maîtrise le plus-que-parfait ! Mais je me dis : "Nous vivons au Québec. Nous voulons être respectés. Si je veux que ma culture soit respectée, je dois respecter celle des autres." »

L'amour derrière des portes closes

J'ai longuement parlé avec Rita de ce qu'elle appelle la « frontière invisible » entre sa communauté et le reste de la société. De part et d'autre de cette frontière, beaucoup d'incompréhension. Elle se rappelle une conversation qu'elle a eue avec un homme qui l'avait abordée dans l'autobus. Il s'est mis à lui parler des hassidim d'Outremont, du fait qu'ils achetaient de plus en plus de maisons dans le quartier. Rita lui a répondu que les maisons étaient à vendre pour tout le monde et que, si les gens ne voulaient pas les vendre, ils n'avaient qu'à ne pas le faire.

L'homme a poursuivi en se plaignant du fait que ses voisins hassidiques ne le saluaient pas, raconte-t-elle. « Avez-vous essayé de les saluer ? » a demandé Rita, qui se fait un point d'honneur de saluer tous ceux qui veulent bien la saluer, juifs ou pas.

Cela dit, il faut savoir aussi que, au sein même de la communauté, des règles bien strictes dictent la conduite entre hommes et femmes. On ne salue pas n'importe qui n'importe où. « Les hommes ne peuvent socialiser avec des femmes qui ne sont pas de leur famille immédiate. Moi-même, si je croise mon gendre dans la rue, je ne peux le saluer. C'est une question de modestie. »

Même entre mari et femme, cette modestie est de mise. Pas question de montrer ses émotions. Pas question de se tenir par la main sur le trottoir. S'embrasser en public, n'en parlons même pas. « L'amour ne se vit que derrière les portes closes. Il y a même des couples qui ne s'assoient pas sur le même canapé si leurs enfants sont là. »

Éloigner les enfants des tentations

Le cocon que se créent volontairement les juifs hassidiques est lié à leur besoin de perpétuer un héritage où les règlements sont nombreux et rigides,

DES HASSIDIM

ILLUSTRATIONS FRANCIS LÉVEILLÉE, LA PRESSE

me dit Rita. « Pour éloigner les enfants des tentations, il faut qu'il en soit ainsi. Ça a tout à voir avec nos croyances. Ce n'est pas parce qu'il y a quelque chose de négatif chez les autres. »

De quelles « tentations » parle-t-elle au juste ? Ça va de la consommation de porc ou d'aliments non casher aux relations sexuelles hors mariage. « C'est tellement courant qu'on n'a pas le choix de protéger nos enfants, dit Rita. Mon fils de 11 ans a vu ses deux sœurs enceintes. Il ne sait pas comment elles sont tombées enceintes, mais il sait que ça arrive juste après le mariage. »

Rita me raconte dans quel embarras elle était quand ses enfants ont entendu dans la rue un homme désigner la mère de ses enfants comme sa *girlfriend*. « Ils m'ont posé plein de questions ! Je leur ai dit qu'il l'avait juste appelée comme ça… »

En même temps, elle prend soin d'expliquer à ses enfants que les règles qui s'appliquent aux hassidim ne s'appliquent pas à tous. « Quand mes enfants me demandent pourquoi le voisin conduit sa voiture le samedi, je leur explique que le voisin n'est pas né juif et qu'il a le droit, lui, de conduire sa voiture le jour du sabbat. »

Malgré tout, Rita a toujours permis à ses enfants de jouer avec ceux des voisins. L'auto électrique qu'elle a gagnée dans un concours, tous les petits voisins qui le voulaient, juifs ou pas, ont pu l'essayer et repousser un peu la frontière invisible.

Le pire, aux yeux de Rita, ce serait d'avoir un enfant qui tournerait le dos à la communauté. Il y en a de plus en plus, dit-elle. « Pour leurs parents, c'est pire que s'ils étaient morts. »

> Rita croit à une cohabitation pacifique. Pas question d'imposer les règles hassidiques à la société, dit-elle. Mais pas question d'abandonner son héritage.

Télé interdite

Pour maintenir intact le cocon, pas question pour la majorité des hassidim d'être exposés à la télé, à la radio ou à l'internet. Vous n'écoutez jamais les nouvelles, alors ? « Les gens qui veulent écouter les nouvelles le font dans leur voiture. »

Pas question non plus de risquer de manger non casher chez les voisins, aussi sympathiques soient-ils. « Même si on ne leur sert que des fruits, si ces fruits ont été coupés avec un couteau qui a servi à couper le porc, on a un problème. »

Quel genre de problème ? Qu'arrive-t-il au juste à celui qui mange un fruit non casher ? Question bien rationnelle dans un univers qui ne l'est pas. « On naît dans cette tradition et on y croit, tout simplement. Si ça arrive, il y a un sentiment terrible de culpabilité. On se dit qu'on n'a pas été assez prudent. On sent notre âme souillée et il faudra expier notre faute. Sinon, on sera puni. Et pour la personne qui pèche volontairement, il y a l'enfer. »

Comment Rita voit-elle l'avenir de sa communauté en pleine expansion dans une société qui lui ressemble si peu ? Même si elle est consciente qu'il existe des tensions, Rita croit à une cohabitation pacifique. Vivre et laisser vivre. Pas question d'imposer les règles hassidiques à la société, dit-elle. Mais pas question non plus d'abandonner son héritage. D'où cette frontière invisible, qui intrigue les uns et irrite les autres. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne peut pas se parler, dit Rita. « Je souhaiterais que les gens nous posent plus de questions ! »

On peut donc se parler. On doit donc se parler. Mais on ne peut pas être amies ? ai-je demandé à Rita, en me doutant bien de la réponse. Elle a eu l'air embêtée. Puis, philosophe, elle m'a dit en me regardant dans les yeux : « S'il y a 26 pierres devant nous et qu'il y en a 25 parmi elles sur lesquelles on ne peut pas marcher, comment faire ? Il y a trop de différences dans nos façons respectives de vivre. Et qui peut dire : Je suis assez fort pour ne pas céder à la tentation ? »

J'ai laissé Rita à ses chaudrons et à sa marmaille protégée contre les « tentations ». Je suis repassée de l'autre côté de la frontière, un peu moins ignorante mais toujours intriguée. Il me faudra plus d'un visa pour percer le secret de mes voisins hassidiques.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : rima.elkouri@lapresse.ca

ACTUALITÉS

À quoi ça sert, la culture?

STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Ça va faire, les artistes! Du calme, les Mozart! Les conservateurs font des coupes dans la culture. Pis? Who cares? C'est ben correct de même! À quoi ça sert, d'abord, la culture? Stephen Harper n'a aucune culture, est-ce que ça l'a empêché de réussir? Pas du tout! Est-ce que ça l'a empêché de devenir premier ministre du Canada? Au contraire. Au lieu de perdre son temps à lire, à écouter de la musique et à fixer des peintures au mur, il s'est occupé de sa carrière, il s'est occupé de son parti. Et il a bien fait. Les conservateurs vont encore se faire élire. Si les séparatistes arrêtaient d'écouter du Gilles Vigneault pis du Fred Pellerin, peut-être que leurs affaires iraient mieux.

C'est quoi, les deux priorités des Canadiens? La santé pis l'éducation. Pas *Le malade imaginaire* pis *Virginie*. La culture, au Canada, on n'a pas besoin de ça.

Au lieu de subventionner *Pied-de-poule*, réparez les nids-de-poule. Les artistes qui se plaignent, ils ont juste à faire comme les artistes canadiens anglais qui ont du talent: aller aux États-Unis. À Hollywood ou à New York. Ils font la passe. Pis y ont pas besoin de notre argent. De toute façon, la seule culture qui nous intéresse, c'est la culture américaine. *Batman* pis *Sex in the City*. Les Albertains, ils se contentent de ça, ils n'ont pas besoin de théâtre expérimental. Leurs expériences, ils les font dans les sables bitumineux. C'est pas mal plus payant.

Non mais le Canada a-t-il vraiment besoin de troupes de danse? C'est pas avec ces troupes-là qu'on va gagner en Afghanistan. Pensez au nombre de bombes qu'on peut acheter avec toutes les subventions aux La La La. Tant qu'à sauter dans les airs, aussi ben sauter vraiment haut, aussi ben sauter au nom de la liberté.

Vous vous inquiétez de votre vie sans culture? Elle va être simple et pas compliquée. Comme celle de Stephen. Son livre de chevet? La plateforme très plate du Parti conservateur. Son émission préférée? *Law and Order*. Son site internet préféré? conservateur.ca. Le dernier *show* qu'il a vu? La fête du Canada. Plus *straight* que ça, tu meurs. À côté de lui, Denis Coderre a l'air de Jean Leloup. Mais Stephen n'est pas mêlé. Mais Stephen est gras dur. Toutes les activités culturelles du PM ont la très grande qualité de ne pas avoir besoin de subventions. À part la fête du Canada. Mais ça, ça se comprend. Les artistes qui véhiculent les bonnes valeurs ont droit à une récompense. Chanter la loi et l'ordre, c'est tellement beau. Et utile.

Ça prend des priorités, dans la vie. On subventionne en premier les gens d'affaires, les grosses compagnies, les banques. S'il reste du petit change, on le donne aux saltimbanques.

Après tout, c'est bon pour eux, la bohème. Ça les inspire. Van Gogh, il faisait de bien plus beaux tableaux dans le temps qu'il crevait de faim. Maintenant qu'il les vend 20 millions, il ne fait plus rien. Harper rend service aux artistes en les laissant dans la misère. Un artiste pauvre est un artiste inspiré. Prenez Guy Laliberté: depuis qu'il est plein aux as, il ne jongle plus avec ses boules, il joue au poker. Grâce à Harper, les prochains Guy Laliberté n'arrêteront pas de jongler.

Non mais, au fond, y font pitié, les petits artistes. Avec leurs petites manifestations. Ils sont tout seuls de leur gang. Ils essaient de nous émouvoir avec leurs coupes. Ils sont meilleurs avec du maquillage et du faux sang. Trois peintres, deux joueurs de flûte et un clown qui descendent dans la rue, ça doit faire peur à Harper! Attention à la révolte! Pauvres eux! Personne ne les appuie. Personne ne marche avec eux. Au fond, c'est injuste. Eux qui sont toujours là pour les autres. Eux qui sont de toutes les causes.

Quand les médecins et tous les gens de la santé revendiquent plus d'argent, qu'est-ce qu'ils font? Ils demandent aux artistes de les appuyer. Et les artistes se démènent. Ils font des spectacles bénéfice, des téléthons, des chansons, des publicités gratuites. Tout pour aider la recherche sur le cancer, la fibrose kystique, les maladies mentales ou pour appuyer Sainte-Justine. Ils sont où, les gens de la santé, pour appuyer les artistes, aujourd'hui? Malades?

Quand on a besoin de sensibiliser les gens à langue, à la dictée, au décrochage scolaire, à l'écologie, à la violence, à la justice sociale, à toutes ces causes plus importantes que la culture, à qui fait-on appel? Aux artistes. Qui est connecté à l'âme des gens? Les artistes. Ils sont où, les dirigeants des compagnies et des organismes publics qui se servent d'eux? Ils sont où pour les défendre, aujourd'hui?

Quand surviennent de grandes catastrophes, vers qui se tournent les victimes pour amasser des fonds pour leur venir en aide? Vers les artistes. Ils organisent de grands spectacles pour les victimes de *Katrina*, des inondations du Saguenay ou de la famine en Afrique. Et soudain toute la société est touchée. Et soudain toute la société est concernée. Se pourrait-il que le jour où il n'y aura plus d'artistes, le monde n'aura plus de cœur?

Et si c'était ça, la culture: le cœur d'un pays?

Les conservateurs proposent de l'amputer. Un Canada sans cœur. À l'image de ses dirigeants. C'est moins de trouble et plus économique. Mais c'est dur et plate longtemps. Vous verrez...

Vous vous inquiétez de votre vie sans culture? Elle va être simple et pas compliquée. Comme celle de Stephen. Plus straight que ça, tu meurs. À côté de lui, Denis Coderre a l'air de Jean Leloup.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: stephane@stephanelaporte.com

SUR MON BLOGUE CETTE SEMAINE

LE DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

SARAH PALIN ET HILLARY CLINTON À *SATURDAY NIGHT LIVE*

Tina Fey ressemblait tellement à Sarah Palin, c'était troublant. Ce n'était pas une caricature. C'était Sarah Palin. Si la candidate à la vice-présidence veut être à deux endroits différents en même temps durant la campagne, elle n'a qu'à appeler Tina Fey. En plus, ses discours auront plus d'esprit.

Sarah Palin PHOTO REUTERS

LE JEUDI 18 SEPTEMBRE

LA CAMPAGNE EST TELLEMENT PLATE QUE...

Jamais vécu une campagne aussi plate. Sans débat. Sans idée. Sans inspiration. Avec des leaders drabes. Qui ont tous l'air dépassé. Harper, un peu moins. Parce qu'il est le plus en avant des dépassés. Heureusement qu'il y a les États. Obama, McCain, Palin, ça brasse. La présidentielle américaine, c'est la NFL. Les élections canadiennes, c'est la CFL.

Réagissez au blogue de Stéphane Laporte: www.cyberpresse.ca

BANCS D'ÉCOLE POUR EUX... BANC D'EXERCICE POUR VOUS.
Économisez à la rentrée avec Fitness Dépôt.
Cet automne, pendant que vos enfants font de nouveau travailler leurs méninges, faites travailler vos muscles à domicile avec votre propre multi-stations. Vous économiserez ainsi du temps et, grâce aux promotions de la rentrée de Fitness Dépôt, beaucoup d'argent. Pas de géométrie, juste des économies. Détails en magasin et à **fitnessdepot.ca**
Torque F3 maintenant seulement 1688$
Économisez 600$
Northern Lights Granite 1488$
PaceMaster Bronze 1488$
Precor 517 1999,88$
Diamondback 860E 1388$
Schwinn 430e 788$
Schwinn 131 498$
Schwinn 231 598$
BOOMERANG ÉQUIPEMENT D'EXERCICE
LOCATIONS + ÉCONOMISEZ GROS sur des appareils légèrement abîmés
514-905-0508
Tapis de yoga 16,88$ et +
Ballons de gym 16,88$ et +
Ballons lourds 19,88$ et +
Ballon Bosu 128$
GARANTIE MEILLEUR PRIX AU CANADA
Forts comme notre dollar!
7 magasins au Québec. Adresses complètes au site Web
fitnessdepot.ca
fitness DÉPÔT
VOS SUPERMARCHÉS D'ÉQUIPEMENTS D'EXERCICES®
3576300A
Prix et disponibilité peuvent changer sans préavis.

CETTE SEMAINE CHEZ AILES

LES AILES DE LA MODE

SUPER ACHAT

Jeans mode pour femme

Maintenant **10$**

AILES
Prix régulier $19.99

Sacs à mains et sacs de designers renommés

ACHETEZ-EN UN ET OBTENEZ-EN UN
À MOITIÉ PRIX

SUPER ACHAT

Sélection de robes longues et robes de jour

50% de rabais

Prix régulier $39.99

collection
FRENCH CONNECTION

ACHETEZ-EN UN ET OBTENEZ-EN UN
À MOITIÉ PRIX

Chandails à capuchons et jeans pour garçons

ACHETEZ-EN UN ET OBTENEZ-EN UN
À MOITIÉ PRIX
à partir de 2 pour **30$**

ÉCONOMISEZ ENCORE PLUS!

ACHETEZ-EN UN ET OBTENEZ-EN UN À MOITIÉ PRIX

Habits

Impressionnante sélection

ACHETEZ-EN UN ET OBTENEZ-EN UN
À MOITIÉ PRIX

Marchandise sélectionnée

SUPER ACHAT

Vaste sélection
Baby Dolls

leggings imprimés et unis

2 Pour 20$
Valant jusqu'à 30$

Camisoles
5.99$

Jeans pour hommes à 20$

SUPER ACHAT

Mode homme
Chemises habillées ou cravates

Maintenant **10$**

Prix régulier 19,99$

SUPER ACHAT

Mode homme
Chemises à carreaux et shorts

Maintenant **10$**

Prix régulier 19,99$

SUPER ACHAT

Mode homme et garçon
Pantalons en molton

Maintenant **10$**

Prix régulier 20$

SUPER ACHAT

Vaste sélection pour femme
Tee shirts imprimés

Maintenant **2 pour 20$**

SUPER ACHAT

Chandails à capuchon pour femme

Maintenant **2 pour 30$**

Prix régulier 19,99 -29,99$

SUPER ACHAT

Tee shirts pour homme
Polo De Coton

Maintenant **5.99$**

Prix régulier 19,99$

Shorts de coton

Maintenant **5.99$**

Prix régulier 19,99$

Aussi disponible au

Place Versailles
Carrefour Angrignon
Quartier DIX30

Styles sélectionnés- Le second article doit être de valeur égale ou moindre

Les styles illustrés peuvent différer de la sélection offerte en magasin

Centre-Ville MONTREAL 677 Ste-Catherine Ouest • **Carrefour Laval** LAVAL
Mail Champlain BROSSARD • **Place Sainte-Foy** SAINTE-FOY

AILES
LES AILES DE LA MODE

3582649A

3582697

ACTUALITÉS

L'ÉCONOMIE AU RALENTI

Des mendiants reçoivent moins de dons

HUGO MEUNIER

Le spectre d'une crise économique et la hausse vertigineuse du prix de l'essence se répercutent jusque dans la rue. Plusieurs mendiants montréalais constatent une baisse significative de leurs recettes depuis quelques mois.

« Si la classe moyenne en arrache, on en subit les contrecoups, en bas », résume Dan, un jeune mendiant rencontré sur le trottoir près de l'intersection des rues Mont-Royal et Saint-André.

Son chien Roxie roupille à ses pieds.

Le temps est frisquet, mais ce n'est rien pour décourager ce marginal aux longs cheveux en broussaille, qui fait la manche depuis 10 ans.

Si la menace de crise économique demeure abstraite et même si Dan n'a pas de voiture, les effets d'une récession se matérialisent déjà dans les poches du jeune homme. « Ces temps-ci, si on fait 20$ par jour, on est chanceux! L'an passé, à pareille date, je pouvais me faire un bon 100$ », calcule Dan. À ses côtés, sa copine, une jolie brune, fait le même constat.

À l'ombre du Sanctuaire Saint-Sacrement, un peu plus loin, Ginette Beaudoin souffle dans ses mains pour se réchauffer. « C'est certain que ça donne moins, surtout avec une menace de crise économique », ajoute cette dame au visage un peu fripé par 20 années de rue, qui estime gagner environ 20$ par jour.

Selon Élyse, installée sur le bitume un peu plus loin, les gens s'excusent de plus en plus d'avoir à se serrer la ceinture. « Ils me disent que les temps sont durs, qu'ils ont besoin de nourrir leur propre famille », souligne la jeune femme de 20 ans.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Les mendiants entendent de plus en plus parler d'une possible crise économique.

Quelques personnes interrogées disent faire autant d'argent que d'habitude, surtout grâce à la générosité de fidèles habitués.

« Ces temps-ci, si on fait 20$ par jour, on est chanceux! L'an passé, à pareille date, je pouvais me faire un bon 100$. »

« Les temps sont peut-être plus durs pour les nouveaux. Moi, ça fait 12 ans que je suis dans la rue Saint-Denis, les gens me connaissent », explique Squeegee, la barbe et les cheveux hirsutes. Ce sans-abri de 33 ans dit avoir à peine à tendre la main pour obtenir de l'argent.

Récession ou non, les gens restent avant tout des humains, croit Squeeggee. « Les gens préfèrent de plus en plus donner de la nourriture, pour éviter que l'argent serve à d'autres choses », constate-t-il.

Rue Sainte-Catherine, Martin est adossé contre un immeuble, un verre de carton incliné vers les passants. À 18 ans, le visage poupin, il dit être dans la rue depuis sept ans, après avoir écumé les foyers d'accueil toute son enfance. « Je n'ai pas vu de changement ces derniers mois. J'ai assez d'argent pour vivre et nourrir mes deux chiens », explique-t-il.

Et les gens qui donnent aux mendiants, vont-ils être moins tentés de puiser dans leur poche si la situation économique empire? « Je pense que c'est avant tout une question de valeurs », dit Jacques Hébert, qui vient de donner quelques pièces à un jeune dans la rue Sainte-Catherine. « Je lui en donne parce qu'il m'a donné un conseil sur les chiens. En temps normal, j'achète le journal *L'Itinéraire,* mais je ne donne pas aux jeunes qui utilisent cet argent pour la dope. »

L'Itinéraire et Moisson Montréal

Certains camelots du journal *L'Itinéraire* observent aussi une baisse de leurs ventes. « Depuis quelques mois, on voit des différences notables et plusieurs camelots font le même constat. Les clients nous parlent du prix de l'essence », explique Jean-Marc Boiteau, camelot et journaliste du mensuel, vendu 2$ dans la rue. « On sent l'appauvrissement de la classe moyenne, qui compose la majorité de notre clientèle », ajoute-t-il.

Des impressions contredites par le directeur général du journal *L'Itinéraire*. Serge Lareault assure que les ventes augmentent au lieu de diminuer, sauf dans certains quartiers moins nantis. « Avec un climat d'incertitude économique, les gens sont même portés à donner plus généreusement et à se pencher davantage sur le sort des pauvres », nuance M. Lareault.

Du côté de la banque alimentaire Moisson Montréal, qui distribue des denrées à 207 organismes d'aide montréalais, les symptômes d'une période de vaches maigres sont bien palpables.

Moisson Montréal vient tout juste de recevoir son rapport des derniers mois, dans lequel 91 organismes ont été échantillonnés. Le tiers a rapporté une augmentation des demandes pour avoir de la nourriture.

MEUBLES & ÉLECTROMÉNAGERS ML DEPUIS 1974

CHANGE DE LOOK!

NOUVELLES HEURES | Lundi à Vendredi: 10h à 21h
Samedi: 9h à 17h • Dimanche: 10h à 17h

NOUVEAUTÉ
Venez célébrer la nouvelle collection de lits muraux

jusqu'à 50% DE RABAIS

SECTIONNEL EN CUIR 903446
999$
22,99$/mois*

LIT MURAL 063328
à partir de 699$
16,08$/mois*

MOBILIER DE SALLE À MANGER 7 MCX
699$
16,08$/mois*

VISIONQUEST

499$
11,50$/mois*
TÉLÉVISEUR PLASMA 32''
045681

799$
18,41$/mois*
TÉLÉVISEUR HDTV VISIONQUEST 42''
056878

LAVAL 1877, Curé-Labelle (450) 688-2799 | RIVE-SUD 3858, Boul. Taschereau (450) 671-3321 | MONTRÉAL 8595, St-Dominique (514) 388-1139 | POINTE-AUX-TREMBLES 13505, Sherbrooke Est (514) 644-8485 | LASALLE 2345, Léger (514) 595-4455 | CENTRE DE LIQUIDATION 12345, Métropolitain Est (514) 645-3335

www.mlnet.ca

Conditions : Les paiements mensuels sont basés sur un financement de 60 mois sur approbation du service VISA Desjardins. Financement au taux d'intérêt de 13,50 % par année. Exemple : achat de 400,00 $, taxes en sus ; 12 versements de 35,82 $ par mois ; total de 429,84 $. Coût du crédit : 29,84 $. Voir détails en magasin. Taxes payables à l'achat. Malgré nos bonnes intentions, des erreurs peuvent se glisser, à l'occasion. Les photos sont à titre indicatif seulement. Nous nous réservons le droit de corriger et de limiter les quantités. Les prix peuvent changer sans préavis. Produits réusinés** Garantie 5 ans sur pièces sur produit réusiné*. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion ou spéciaux en cours. Offre valide du 18 au 21 septembre 2008 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

3580250

SUR CYBERPRESSE.CA

CINÉMA

Consultez l'horaire du cinéma près de chez vous sur moncinema.ca/horaires

Philippe Falardeau, réalisateur du film *C'est pas moi, je le jure !*.

PHOTO FOCUS1

CARICATURES

Voyez la semaine sous le regard de nos caricaturistes sur cyberpresse.ca/caricatures

POOL

Inscrivez-vous à notre pool de hockey sur cyberpresse.ca/pool

NOS BLOGUES

PAUL JOURNET

Indécis, le jeu

Indécis ? Ou curieux de vérifier si vous préférez réellement les positions de votre parti à celles des autres ? Le site *Undecided* – unilingue en anglais – propose un jeu pour le vérifier.

Lisez la suite sur **cyberpresse.ca/journet**

Le directeur du SPVM contredit son prédécesseur

VIOLAINE BALLIVY

Le directeur du Service de police de la Ville de Montréal, Yvan Delorme, a été piqué au vif par les propos de son prédécesseur, Jacques Duchesneau, publiés par *La Presse* vendredi. Il nie que les policiers soient « moins visibles » qu'il y a 11 ans et déconnectés de leur communauté. Les patrouilleurs avouent néanmoins être plus craintifs.

« Depuis 2003, nous sommes non seulement plus visibles, mais aussi plus près des citoyens », s'est défendu Yvan Delorme dans une lettre envoyée aux médias tard vendredi. M. Delorme a refusé de s'adresser de vive voix aux journalistes.

À deux reprises, depuis le départ à la retraite de M. Duchesneau, « nous avons notamment restructuré des postes, redéployé le personnel, consolidé les unités dont le mandat est de soutenir les postes, a écrit M. Delorme. Ce que nous voulions, c'était notamment de renforcer la capacité d'intervenir des postes de quartier et d'être plus visibles là où les citoyens demandent à nous voir : dans les rues, dans les parcs, le métro, les écoles ».

M. Delorme ajoute qu'il a fait de l'augmentation continue du nombre de patrouilleurs à pied une priorité. Selon les données du SPVM, près d'un Montréalais sur quatre a croisé un policier à pied au cours des mois de juin ou de juillet derniers, une proportion qui est en hausse de près de 33 % par rapport à la même période en 2007. Les postes de quartier sont aussi mieux garnis. Depuis 1999, le nombre policiers permanents et temporaires est passé de 4074 à 4599.

La Fraternité des policiers

Les propos de M. Duchesneau se sont aussi attiré les critiques de la Fraternité des policiers. Son président, Yves Francœur, affirme comme M. Delorme que les agents sont plus près des Montréalais qu'il y a 11 ans. Il note que les postes de quartier ne sont plus ouverts la nuit. Tous les policiers en service sont donc occupés à patrouiller dans les rues de la ville. Aucun ne gratte du papier derrière un bureau. « Il y a de moins en moins de travail administratif », se réjouit M. Francœur.

Vendredi, M. Duchesneau a critiqué l'attitude fermée de plusieurs agents : « Les policiers se promènent dans un secteur, les vitres montées. Ils entrent peu en contact avec les gens (...) Les policiers sont de moins en moins visibles. »

Il s'agit d'un problème de manque d'effectif, non pas de comportement, a répliqué hier M. Francœur. Le soir de l'émeute à Montréal-Nord, « il n'y avait qu'un sergent et six policiers dans trois véhicules. Ils n'ont pas le temps d'aller dans les stations de métro, de visiter les commerces. Ils courent les appels. Et quand il arrive quelque chose, il n'y a pas de renfort prêt. »

Mais M. Francœur est d'accord avec l'ancien chef Duchesneau quand il affirme que les policiers sont plus craintifs qu'avant à l'idée de patrouiller dans les rues de Montréal. « Je ne dirais pas qu'ils ont peur (mot employé par M. Duchesneau, NDLR), mais il ne faut pas se le cacher, les interventions sont de plus en plus difficiles », note-t-il. Récemment, des policiers ont été menacés et blessés légèrement au cours de deux interventions dans le centre-ville. « Avant, quand on patrouillait dans une zone chaude, on était dans un climat de confiance parce qu'on savait qu'on pouvait avoir des renforts. Maintenant, les policiers sont plus craintifs parce qu'on manque d'effectifs. »

Les deux hommes s'entendent aussi pour dire que les deux policiers impliqués dans la mort de Fredy Villanueva n'ont pas eu droit à un traitement équitable. « Ils ont été crucifiés sans même savoir ce qui s'est passé », a dit M. Duchesneau vendredi.

AGRANDISSEMENT D'UNE SYNAGOGUE

Des opposants manifestent dans le Mile-End

VIOLAINE BALLIVY

Quelques dizaines de personnes sont descendues dans les rues de Montréal hier pour protester contre le projet d'agrandissement d'une synagogue de la rue Hutchison, dans l'arrondissement du Plateau–Mont-Royal. Les manifestants craignent que ces changements augmentent la circulation dans le quartier et en troublent la quiétude.

Des résidants mécontents ont de plus entrepris des démarches afin d'être consultés par les autorités municipales. Ils ont exigé et obtenu l'ouverture d'un registre le 29 septembre prochain. S'ils parviennent à y amasser 133 signatures, un référendum sera mené auprès des quelques centaines de personnes vivant dans le périmètre rapproché du 5363 Hutchison.

La mairie d'arrondissement a répliqué, hier, aux allégations de certains manifestants qui ont affirmé que la congrégation religieuse a profité de passe-droits. « Le promoteur a suivi toutes les règles. Il a travaillé de bonne foi avec le service d'urbanisme », a assuré hier le porte-parole Marc Snyder. Situé dans une rue à vocation résidentielle, le projet a été soumis à trois reprises et a reçu autant de demandes de modifications avant d'être adopté par le conseil d'arrondissement. Plusieurs conditions ont de plus été émises, dont le dépôt d'une garantie pendant la durée des travaux.

En juin dernier, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a fait cesser des travaux dans une autre synagogue également située dans la rue Hutchison, dont le propriétaire avait cette fois omis de demander un permis.

EN BREF

Policier gravement blessé dans Lanaudière

Un agent de la Sûreté du Québec a été grièvement blessé, hier après-midi, pendant une opération policière à Saint-Lin-Laurentides. Vers 16 h 30, un groupe de sept agents a encerclé une maison de la côte Saint-Ambroise, où réside un présumé trafiquant de drogue. Lorsqu'il a pénétré dans le bâtiment, l'un d'eux a reçu un coup de feu à l'abdomen. Il a été conduit à l'hôpital, mais on ne craint pas pour sa vie. Un homme de 30 ans a été arrêté. – Martin Croteau

HYUNDAI MC

Relaxez et attendez l'hiver !

Obtenez 4 pneus d'hiver GRATUITS[1] chez Hyundai.

ACCENT L 3 PORTES
Transmission manuelle

(MODÈLE ACCENT GL 3 PORTES SPORT MONTRÉ)*

2009
Location à partir de
139 $ †
par mois / 60 mois
2830 $ de comptant
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

OU

2009
Location à partir de
189 $ †
par mois / 60 mois
0 $ de comptant
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

OU

2008
Prix d'achat comptant
9 995 $
(Prix de base) 13 595 $
(Ajustement de prix comptant) -3 600 $ °

DERNIÈRE CHANCE POUR LES 2008 !

L'offre des pneus gratuits ne s'applique pas à l'Accent 2008.

MOINS POUR PLUS
726 KM AVEC UN PLEIN
ROUTE 6,2 L / 100 KM
VILLE 7,4 L / 100 KM

** Distance approximative basée sur une consommation sur autoroute.

2009
Location à partir de
159 $ †
par mois / 60 mois
2830 $ de comptant
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

OU

2009
Location à partir de
209 $ †
par mois / 60 mois
0 $ de comptant
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

OU

2008
Prix d'achat comptant
12 995 $
(Prix de base) 15 845 $
(Ajustement de prix comptant) -2 850 $ °

DERNIÈRE CHANCE POUR LES 2008 !

ELANTRA L
Transmission manuelle

MOINS POUR PLUS
883 KM AVEC UN PLEIN
ROUTE 6,0 L / 100 KM
VILLE 8,4 L / 100 KM

** Distance approximative basée sur une consommation sur autoroute.

(MODÈLE ELANTRA LIMITED MONTRÉ)*

OFFRES DE FINANCEMENT / CRÉDIT DISPONIBLES.

GARANTIE 5 ANS
5 ans / 100 000 km
Garantie globale limitée††
Garantie complète de Hyundai sans franchise.

TAPIS PROTECTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUS LES VÉHICULES HYUNDAI.

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS †††

HYUNDAI 25e ANNIVERSAIRE

HYUNDAI MC

3585354

Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada Corp.

hyundaicanada.com

3585295A

MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. et sont utilisés sous licence. 1 Achetez ou louez un véhicule neuf Hyundai 2008 ou 2009 à l'exception de l'Accent 2008 entre le 3 septembre et le 31 octobre 2008 et obtenez 4 pneus d'hiver neufs gratuits. Marque et modèle des pneus à la discrétion du concessionnaire, installation et équilibrage en sus. Certaines conditions s'appliquent. Offre en vigueur au Québec seulement. Hyundai se réserve le droit de modifier ou de retirer cette offre en tout temps sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. ° Les ajustements de prix comptant s'appliquent aux achats comptants seulement et sont calculés à partir des prix de base applicables en cas de location et / ou financement à l'achat. Obtenez les ajustements de prix comptant suivants à l'achat, comptant seulement, d'un véhicule neuf en stock suivant : Accent L 3 portes 2008, transmission manuelle (3 600 $), Elantra L 2008, transmission manuelle (2 850 $). Des offres d'achat comptant sont disponibles sur tous les modèles neufs en stock Accent 2008 et Elantra 2008. Frais de livraison et de destination de 1 345 $ / 1 345 $, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. † Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs en stock : Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 139 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 2 830 $. Première mensualité et comptant initial requis à la livraison. Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 159 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 2 830 $. Première mensualité et comptant initial requis à la livraison. Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 189 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 0 $ / Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 209 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 0 $ / Elantra L 2009, transmission manuelle (prix de base : 15 845 $). Mensualités de 189 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 0 $ / Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 139 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 2 830 $. Première mensualité et comptant initial requis à la livraison. Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 159 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 2 830 $. Première mensualité et comptant initial requis à la livraison. Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 189 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 0 $ / Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 209 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 0 $ / Elantra L 2009, transmission manuelle (prix de base : 15 845 $). Mensualités de 189 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 0 $ / Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 159 $ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 2 830 $. Première mensualité et comptant initial requis à la livraison. Frais de livraison et de destination (Accent 2009, 1 345 $ / Elantra 2009, 1 345 $ et frais d'acquisition de location (350 $) inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 $). Mensualités de 139

ACTUALITÉS

EN BREF

Policiers malmenés à Saint-Léonard

Des policiers de Montréal ont été malmenés dans la nuit de vendredi à hier par quelques dizaines de jeunes qui auraient voulu empêcher l'arrestation d'un de leurs amis, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, en leur lançant plusieurs objets. Aucun policier n'a été blessé, mais deux voitures de patrouille ont été légèrement endommagées. Des vandales ont aussi fracassé la vitrine d'un commerce situé à l'angle des rues Jean-Talon et du boulevard Pie-IX. Les policiers ont appelé des renforts à la rescousse mais n'ont pas pu interpeller les responsables. La seule arrestation est celle qui semble avoir déclenché les affrontements. Il s'agit d'un jeune homme qui n'aurait pas respecté ses conditions de libération, que les policiers ont reconnu au cours d'une patrouille de routine.
— Violaine Ballivy

Alerte Amber à Montréal

Une mère qui a pris la fuite en voiture avec son fils alors qu'elle était en état d'ébriété a provoqué le déclenchement d'une rarissime alerte Amber à Montréal. Tôt hier matin, la police de Montréal a lancé un avis à tous les médias pour solliciter leur collaboration afin de retrouver le garçon de 15 ans. Une description complète de la voiture a été diffusée à la radio, à la télévision et sur les panneaux lumineux du ministère des Transports, notamment. Les policiers craignaient que la vie de l'adolescent soit en danger. Sa mère avait manifesté des idées suicidaires à un proche, qui a alerté le 911. Il n'aura fallu que quelques heures pour que les policiers retrouvent la Mazda à l'angle de l'avenue Christophe-Colomb et de la rue de Louvain, tout près du domicile de la famille. L'adolescent et ses deux frères, qui ont évité la mésaventure, ont été pris en charge par la Direction de la protection de la jeunesse. Aucune accusation ne sera portée contre leur mère. Ce n'est que la troisième fois que les policiers de Montréal déclenchent une alerte Amber, nommée ainsi en souvenir d'une enfant de 9 ans, Amber Hagerman, kidnappée et assassinée au Texas en 1996. Chaque fois, l'enfant disparu a été retrouvé.
— Violaine Ballivy

Fusillade dans le Nord-du-Québec

Une fusillade entre un homme barricadé à l'intérieur de sa résidence et des policiers a fait un blessé hier après-midi sur le territoire de la nation crie de Mistissini, au nord de Chibougamau. On ignore encore pourquoi l'homme s'est barricadé à l'intérieur de sa résidence et ce qui a conduit à l'échange de coups de feu avec les policiers. L'homme, blessé par balle, a été conduit à l'hôpital, mais son état de santé n'a pas été précisé dans le communiqué publié en début de soirée. L'enquête a été confiée au Service de police de la ville de Québec (SPVQ) puisque l'intervention a impliqué la Sûreté du Québec et des policiers de la communauté autochtone de Mistissini.
— La Presse Canadienne

Mort d'une victime du Taser : on demande une enquête

Un an jour pour jour après la mort de Claudio Castagnetta, survenue deux jours après qu'il eut reçu quatre décharges de pistolet électrique au moment de son arrestation dans le quartier Saint-Roch, à Québec, une centaine de personnes ont manifesté hier dans les rues de la Vieille Capitale pour réclamer une enquête publique du coroner. Pour les proches de M. Castagnatta de même que pour plusieurs organismes et citoyens, les circonstances entourant la mort de ce dernier n'ont toujours pas été élucidées. L'enquête criminelle de la Sûreté du Québec n'a donné lieu à aucune accusation contre les policiers qui ont arrêté M. Castagnetta ni contre les agents correctionnels chargés de sa détention. Les organisateurs de la manifestation espèrent que le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, entendra leur message et autorisera la tenue d'une enquête publique.
— D'après La Presse Canadienne

L'Institut du chrysotile poursuit deux militants français

MARC THIBODEAU

PARIS — L'Institut du chrysotile, un organisme québécois qui regroupe des représentants de l'industrie de l'amiante, des syndicats et des gouvernements, a porté plainte en diffamation contre deux dirigeants de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), une importante association française.

L'Institut leur reproche de l'avoir qualifié, sur son site internet, d'« organe très actif de propagande et de corruption ». Dans une mise en demeure adressée à l'ANDEVA en novembre 2007, un avocat suisse mandaté par l'Institut, Pascal Dévaud, souligne que ces propos sont « inacceptables » et « sans fondement ».

Il souligne que la mission de son client est de « s'assurer sur des bases scientifiques » que le chrysotile puisse être et soit « utilisé de façon responsable et sécuritaire ».

Faute d'obtenir le retrait des propos litigieux, l'Institut a porté plainte auprès de la justice française. Le président de l'ANDEVA, François Desriaux, et l'un des membres de la direction à l'origine du texte litigieux, Marc Hindry, ont été convoqués par un juge d'instruction au cours de l'été. Ils sont aujourd'hui mis en examen et risquent, en théorie, une peine d'emprisonnement ou, plus probablement, une amende.

Loin de battre en retraite, l'ANDEVA considère cette poursuite comme une « tentative d'intimidation » musclée du « lobby de l'amiante ». Il maintient ses écrits, toujours accessibles sur son site internet. « Nous n'avons pas l'intention d'enlever le passage dont il est question parce que nous considérons qu'il ne s'agit pas du tout de diffamation », a souligné hier M. Hindry.

L'Institut québécois défend l'idée que le chrysotile est une fibre d'amiante beaucoup moins toxique que celles de la famille des amphiboles et qu'elle peut être utilisée de manière sécuritaire.

« Leurs affirmations sont contredites par toute la littérature scientifique sérieuse », accuse M. Hindry, qui reproche à l'Institut de diffuser des travaux manquant de rigueur pour soutenir son point de vue.

L'Organisation mondiale de la santé, souligne-t-il, ne fait pas de distinction entre les différentes fibres d'amiante et considère qu'elles provoquent toutes le cancer chez l'homme. Ses experts estiment que plus de 90 000 personnes meurent chaque année de maladies imputables à une exposition professionnelle à l'amiante.

La France interdit l'usage du produit sous toutes ses formes, à l'instar d'une quarantaine de pays. Le Canada refuse de faire la même chose pour protéger des emplois au Québec, accuse l'ANDEVA.

Le président de l'Institut du chrysotile, Clément Godbout, nie qu'il cherche à intimider les détracteurs du chrysotile en recourant aux tribunaux français. « Ils ont parfaitement le droit d'être en désaccord avec nos positions. Mais ils n'ont pas le droit d'utiliser des propos diffamatoires », a-t-il déclaré vendredi à *La Presse* après avoir suggéré que la procédure juridique suivait son cours indépendamment de la volonté de son organisation.

MONDE

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Les bénévoles qui s'activaient hier au Centre Cristina, dans le nord de la ville, n'avaient recueilli que 3000$.

SINISTRÉS D'HAÏTI

Collecte de fonds décevante à Montréal

MARTIN CROTEAU

La vaste collecte de fonds pour les victimes des ouragans à Haïti a connu un lent début, hier. Tant l'UNICEF que le consul général du pays à Montréal ont reconnu que les résultats étaient bien inférieurs aux attentes.

Ce week-end, différents organismes communautaires et humanitaires font appel à la générosité des Montréalais pour venir en aide aux Haïtiens. Le pays a été dévasté par quatre cyclones en trois semaines.

En fin d'après-midi, les bénévoles qui s'activaient au Centre Cristina, dans le nord de la ville, n'avaient recueilli que 3000$. En revanche, ils avaient reçu des dons en nature d'une valeur de 7000$.

« Ça ne se passe pas comme on l'aurait souhaité, a reconnu le consul général d'Haïti à Montréal, Pierre Richard Casimir. Les réactions ont été assez timides jusqu'à présent. »

Même son de cloche du côté de l'UNICEF, qui s'est associé à une station radiophonique communautaire pour organiser un radiothon sur l'esplanade de la Place des Arts. Une dizaine de volontaires ont passé la journée à interpeller les passants près de la rue Sainte-Catherine. Au terme de la journée, ils avaient amassé 8000$, un résultat décevant, selon la porte-parole de l'organisme, Sarah Houde.

Besoins criants

Les besoins sont pourtant criants. Joint aux Gonaïves hier, le directeur canadien de l'UNICEF, Nigel Fisher, a affirmé que les rues sont toujours soit inondées, soit couvertes de boue et impraticables. Il estime que 65 000 personnes sont entassées dans les 172 abris de la ville.

« Ce sont des gens qui n'ont presque plus rien, a-t-il déploré. Ils se sont échappés de leurs maisons et il n'y a pas assez de nourriture et d'eau pour tout le monde. On est à court de tout. »

Le dernier bilan officiel fait état de 326 morts et 50 blessés. Les organisations humanitaires estiment que 800 000 sinistrés ont besoin de vivres.

AFRIQUE DU SUD

Mbeki poussé à la démission

AGENCE FRANCE-PRESSE

JOHANNESBURG — Le président de l'Afrique-du-Sud, Thabo Mbeki, va démissionner à la suite de la décision du parti au pouvoir de lui retirer son mandat, résultat des dissensions qu'il a lui-même entretenues avec son rival Jacob Zuma, auquel il entendait barrer la route de la présidence.

« Le président se plie à la décision et va démissionner une fois que toutes les obligations constitutionnelles auront été remplies », a indiqué le porte-parole de M. Mbeki, Mukoni Ratshitanga, dans un communiqué.

M. Mbeki s'adressera à la nation aujourd'hui à 19h30 (heure locale), après une réunion extraordinaire du conseil des ministres dans l'après-midi, a indiqué un porte-parole gouvernemental.

Le comité directeur du Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis les premières élections multiraciales en 1994, a annoncé hier qu'il avait décidé de rappeler le président avant la fin de son mandat, qui expire au deuxième trimestre de 2009.

M. Mbeki dirige le pays depuis 1999, lorsqu'il a pris la succession de Nelson Mandela. Son renvoi plonge le pays dans des turbulences sans précédent depuis la chute de l'apartheid.

Son deuxième mandat l'a vu affronter des critiques de plus en plus ouvertes tandis que montait en puissance le camp du nouveau chef de l'ANC, Jacob Zuma, censé représenter les intérêt des plus pauvres. En dépit d'une décennie de croissance, 43 % de la population vit toujours avec moins de 2$ par jour.

En décembre 2007, M. Zuma a été élu président de l'ANC lors d'un congrès aux allures de coup d'État interne. Quelques jours plus tard, il a été inculpé dans une affaire de pots-de-vin, alors que le dossier d'accusation avait été rejeté par la justice l'année précédente.

Le 12 septembre, le juge de Pietermaritzburg (Sud-Est) saisi du procès a prononcé le non-lieu en faveur de M. Zuma et dénoncé des « interférences » au plus haut niveau auprès du parquet national.

Aussitôt, l'ANC et les principaux alliés du tribun zoulou, dont la confédération syndicale Cosatu et le parti communiste, ont demandé la démission du chef de l'État.

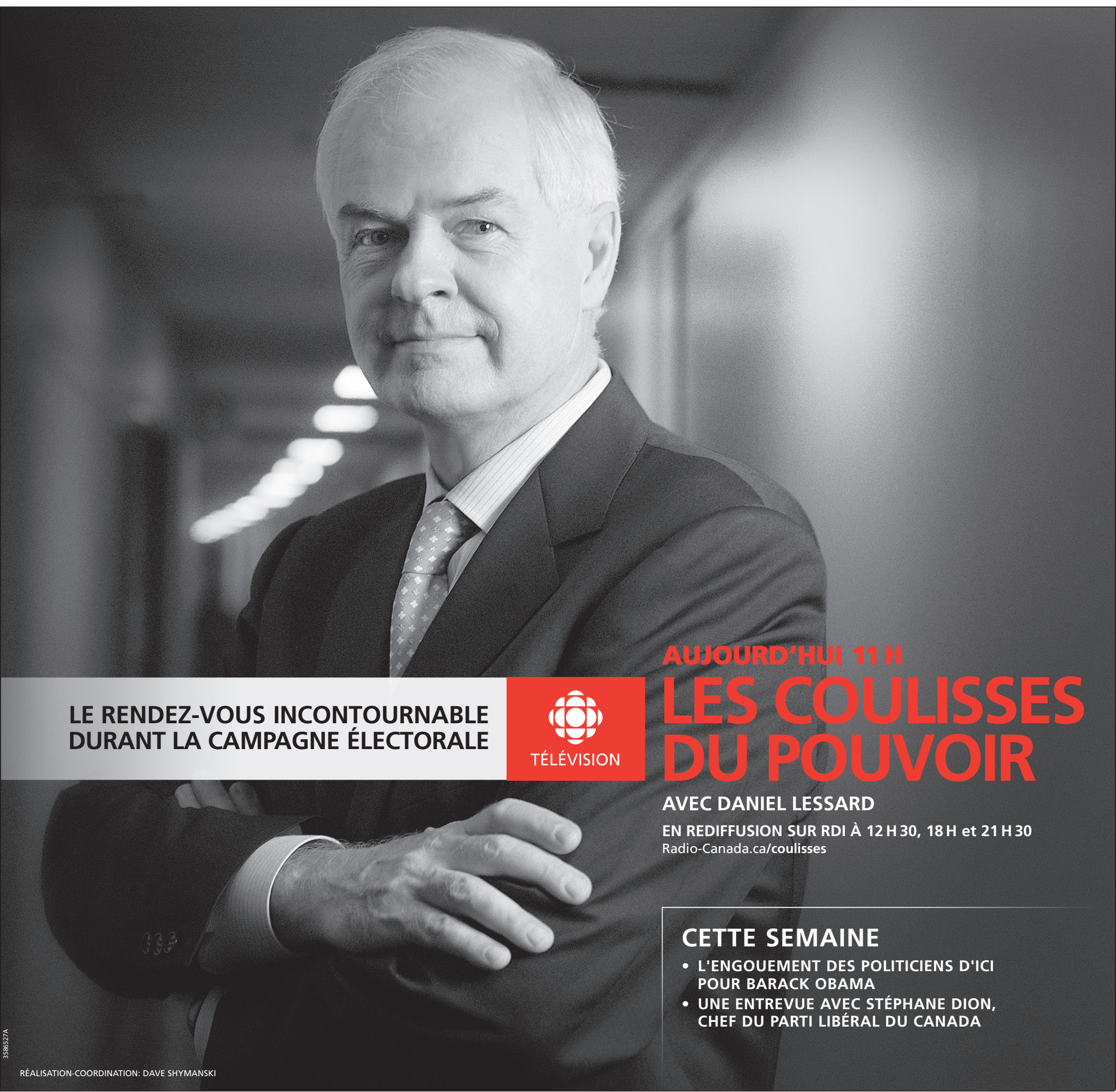
M. Zuma a toujours affirmé être victime d'un complot destiné à lui barrer la route de la présidence de la République.

Unir le parti

Selon le secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe, la décision du comité directeur n'a « rien d'une punition mais vise à unir de nouveau le parti », profondément divisé par la lutte entre les deux hommes.

La démission du chef de l'État, à quelques mois d'élections générales qui devaient marquer une transition politique cruciale, plonge le pays dans la confusion. Plusieurs ministres clés du gouvernement Mbeki ont menacé au cours des derniers jours de démissionner avec lui.

Pour l'Alliance démocratique (DA, opposition), la décision de l'ANC n'est « certainement pas dans l'intérêt du peuple ». Une démission offre à M. Mbeki « l'issue la plus honorable », estime un chercheur en sciences politiques, Dirk Kotze.



Pakistan Au moins 60 morts dans un attentat suicide contre un hôtel Marriott

L'enfer à Islamabad

D'APRÈS AFP ET AP

ISLAMABAD — Au moins 60 personnes ont été tuées hier dans un attentat dévastateur au camion piégé contre l'un des plus grands hôtels de la capitale du Pakistan, Islamabad. C'est l'une des pires attaques des islamistes proches d'Al-Qaeda, qui ont fait près de 1300 morts en un an.

PHOTO MIAN KHURSHEED, REUTERS

Les abords de l'hôtel Marriott d'Islamabad, jonchés de corps ensanglantés, étaient totalement ravagés, hier soir.

Vers 20h, un kamikaze a précipité un camion piégé sur la barrière de sécurité de l'hôtel Marriott. Propriété d'une riche famille pakistanaise, cette franchise de la fameuse chaîne américaine, accueille de nombreux étrangers. Des témoins ont fait état d'une petite explosion suivie d'une déflagration beaucoup plus importante.

Parmi les personnes tuées se trouvent des femmes, des enfants ainsi que plusieurs étrangers, dont quatre Allemands, un Américain, un Danois, un Saoudien, un Marocain, un Libyen, un Libanais et un Afghan, ont indiqué des sources hospitalières et policières peu avant minuit.

Six heures après le drame, le bilan était de 60 morts et au moins 200 blessés. Il allait probablement s'alourdir considérablement dans la nuit, l'hôtel de près de 300 chambres et six restaurants ayant presque entièrement brûlé et menaçant de s'effondrer.

De nombreuses personnes ont été prises au piège et des corps calcinés ont déjà été retirés des décombres de l'établissement de six étages, encore partiellement en flammes six heures après l'explosion.

Un officier de police a raconté à l'AFP que des gens ont sauté par les fenêtres des troisième et quatrième étages pour échapper aux flammes, dans ce bâtiment situé en plein centre de la capitale, déjà visé en 2007 par un kamikaze à pied, qui n'avait tué qu'un gardien de sécurité. Devant l'imposante barrière métallique à l'entrée de l'hôtel, à une vingtaine de mètres du bâtiment, un profond et large cratère laisse penser que le véhicule était bourré d'une quantité impressionnante d'explosifs.

Le Marriott, l'un des deux hôtels les plus fréquentés par la communauté internationale à Islamabad, était pourtant placé sous très haute sécurité, les voitures étant consciencieusement fouillées à l'entrée.

Un employé de l'hôtel, Mohammad Sultan, a raconté qu'il se trouvait dans le hall au moment de l'explosion. Il est tombé et a perdu connaissance pendant quelques instants. « Je n'ai pas compris ce qui se passait, mais cela ressemblait à la fin du monde », a-t-il dit.

« C'est le 11 septembre du Pakistan », a estimé à la télévision l'un des éditorialistes les plus lus du pays, Najam Sethi, rédacteur en chef du *Daily Times*.

Raids américains

Cette attaque intervient au moment où les États-Unis – convaincus que les talibans et Al-Qaeda ont reconstitué leurs forces dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan, à la frontière afghane– y multiplient les tirs de missiles contre les combattants islamistes. Ces frappes n'épargnent pas les civils, au grand dam d'Islamabad, qui proteste en vain.

Les spécialistes d'Al-Qaeda reconnaissent unanimement que le nord-ouest du Pakistan est devenu le nouveau front de la guerre contre le terrorisme.

Le *New York Times* assurait d'ailleurs jeudi que le président George W. Bush avait autorisé secrètement en juillet les forces spéciales américaines à mener des raids terrestres dans le nord-ouest du Pakistan, sans l'approbation préalable d'Islamabad.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé le 3 septembre, quand des hélicoptères de combat américains, et probablement des soldats au sol, ont attaqué un village pakistanais et tué, selon Islamabad, 15 civils, dont des femmes et des enfants.

Le Pakistan a fermement protesté, au plus haut niveau, contre cette première opération militaire américaine au sol – connue du moins, puisque des responsables pakistanais reconnaissent qu'il y a eu des précédents depuis 2002, sans qu'Islamabad en dise un mot.

Pire, ces dernières semaines, les tirs de missiles par des drones américains s'abattent quasi -quotidiennement sur des maisons dans les zones tribales, tuant des combattants d'Al-Qaeda ou des talibans, mais aussi des civils.

Washington estime qu'Islamabad ne fournit pas assez d'efforts dans le cadre de sa guerre contre le terrorisme.

Sous pression américaine, l'armée pakistanaise a donc lancé en août dans le district tribal de Bajaur une vaste offensive qui a fait 800 morts, pour l'essentiel des combattants islamistes.

Indignation

« Cet acte ignoble ne peut entamer la détermination du gouvernement à combattre le terrorisme sous toutes ses formes », a déclaré le nouveau président pakistanais, Asif Ali Zardari. Ce dernier s'est du reste engagé à interdire aux terroristes l'utilisation du territoire pakistanais. Il a cependant averti qu'il ne laisserait « aucune puissance » violer la souveraineté du pays

Le président américain George W. Bush a pour sa part estimé que cet attentat était « un rappel de la menace qui pèse sur le Pakistan, les États-Unis et tous ceux qui s'élèvent contre l'extrémisme violent ».

« Nous apportons notre total soutien au gouvernement démocratiquement élu du Pakistan et au peuple pakistanais, qui font face à un énorme défi lié à l'économie et au terrorisme », a-t-il ajouté.

À Paris, la présidence française de l'Union européenne a fait part de sa « consternation » dans un « message de solidarité aux autorités pakistanaises » et souligné qu'elle se tenait « plus que jamais à leur côté dans leur combat contre le terrorisme ».

Entrez
par la grande porte,
vous l'avez bien mérité

LE SÉLECTION
COMPLEXE LOCATIF HAUT DE GAMME
APPARTEMENTS ✦ PENTHOUSES ✦ MAISONS DE VILLE

SALLE D'ENTRAÎNEMENT ✦ CIRCUIT DE MARCHE EXTÉRIEUR CHAUFFÉ
PISCINE ✦ SIMULATEUR DE GOLF EN 3D ✦ CENTRE D'AFFAIRES ✦ CAVE
À VIN ✦ BISTRO TERRASSE ✦ SALON DE COIFFURE ✦ SPA ✦ HAMMAN
PHARMACIE ✦ ACTIVITÉS ✦ IMMENSE COUR INTÉRIEURE
COMPLEXE SÉCURISÉ

INFORMEZ-VOUS SUR NOS LOCATIONS
AVEC TAUX D'AUGMENTATION GARANTI

450.687.3300
3300, boulevard Le Carrefour *(à deux pas du Carrefour Laval et du Centropolis)*
www.leselection.com

3586663A

400 ANS
SOUS LES PROJECTEURS

Joignez-vous à un des évènements culturels
les plus attendus en Outaouais.

Divertissement d'envergure :
The Canadian Tenors • Paul Kunigis et ses 7 musiciens
Chris Pilsworth (Illusionniste)

Cuisine des plus raffinées par le Chef Georges Laurier

Le mercredi 15 octobre 2008, 17 h 30 • Musée canadien des civilisations

Billet individuel : 500 $ Table d'entreprise (10 personnes) : 5 000 $*
Occasions de commandite aussi disponibles 819 776-7183 civilisations.ca
*Table pour 8 personnes aussi disponible : 4 000 $

Partenaires OTTAWA CITIZEN LeDroit CYBERPRESSE.CA GROUPE COMPASS SAQ
Commanditaires expresso CASINO LAC-LEAMY TELUS rockdétente 94,9 NATIONAL POST HBS MARKETING

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS
CANADIAN MUSEUM OF CIVILIZATION
MUSÉE CANADIEN DE LA GUERRE
CANADIAN WAR MUSEUM
Canada

3577800A

MONDE

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

L'effet Palin, miracle ou mirage ?

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

La question n'avait rien d'hostile ou de condescendant : une électrice républicaine voulait donner la chance à Sarah Palin de répondre aux critiques sur son manque d'expérience en matière de politique étrangère. Aussi l'a-t-elle priée de parler des « aptitudes particulières » dont elle pourra faire usage dans ce domaine si elle est élue à la Maison-Blanche.

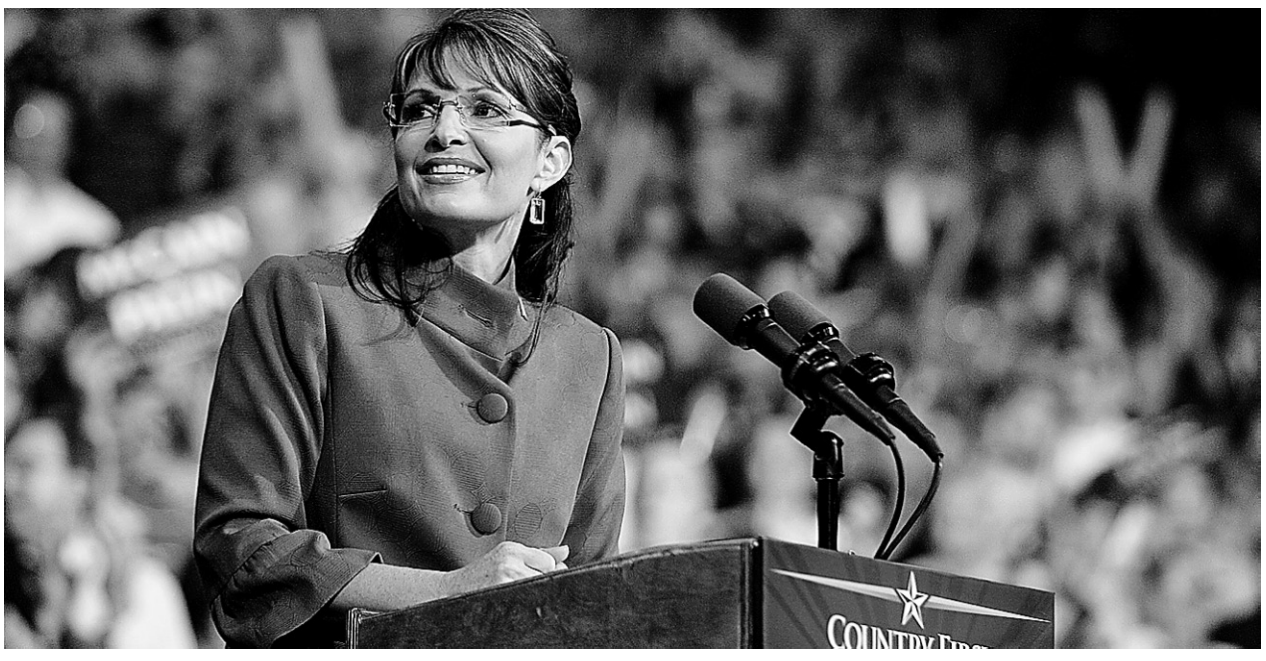


PHOTO STEPHAN SAVOIA, AP

La mise en doute de l'expertise de Sarah Palin en matière de politique étrangère conjuguée au faux pas de John McCain sur la crise financière semblent avoir miné le ticket républicain dans les intentions de vote.

La réponse de la gouverneure d'Alaska mérite d'être citée au complet, car elle a peut-être contribué au déclin de ce qu'on appelle « l'effet Palin » – le spectaculaire engouement pour cette politicienne inconnue il y a un peu plus de trois semaines.

« Parce que je viens de l'extérieur de Washington, je pense que nos adversaires chercheront un tas de choses qu'ils peuvent critiquer, des choses qui leur permettront d'attaquer le candidat qui m'a choisie et de détruire le ticket (républicain) », a déclaré d'emblée la gouverneure Palin lors d'un meeting commun avec John McCain à Grand Rapids, au Michigan.

« Mais en ce qui concerne la politique étrangère, vous savez, je pense être prête et je sais que le 20 janvier, si nous avons le bonheur de prêter serment comme président et vice-présidente, nous serons certainement prêts. Je serai prête. J'ai cette confiance. J'ai cette préparation, et si vous voulez des politiques particulières ou des pays, allez-y. Vous pouvez me poser des colles si vous le voulez. Mais nous sommes prêts à servir. »

Sur ce, John McCain a pris la parole à son tour pour souligner que sa colistière « est commandante de la Garde nationale d'Alaska ». Mais la réponse de Sarah Palin sur son expertise internationale, qui a été diffusée en boucle sur les chaînes d'information continue, n'aura impressionné personne.

Le meeting de Grand Rapids est survenu au milieu d'une semaine où le ticket McCain-Palin a été mis sur la défensive pour la première fois depuis sa formation.

Faux pas sur la crise

Lundi, au lendemain de la faillite de Lehman Brothers et du rachat de Merrill Lynch par Bank of America, le sénateur de l'Arizona a commis un faux pas en déclarant que les bases de l'économie sont solides. Il a passé le reste de la semaine à amender cette déclaration.

Sarah Palin, de son côté, a été mise sur la sellette par les grands journaux, qui ont jeté un regard critique sur sa performance en tant que mairesse de Wasilla et gouverneure de l'Alaska. Dimanche dernier, le *New York Times* a notamment publié un véritable réquisitoire contre la colistière de John McCain, dans lequel il l'accuse d'avoir favorisé ses amis et proches, congédié des fonctionnaires de l'État qui n'étaient pas d'accord avec elle et confondu ses problèmes privés et ses fonctions officielles.

Pour étayer son accusation de népotisme, le *Times* a notamment raconté l'histoire d'une ancienne camarade de classe de Sarah Palin qui s'est vu confier la direction des services de l'agriculture de l'Alaska, un poste payé 95 000$ par année. Cette amie, qui travaillait auparavant dans une agence immobilière, avait invoqué comme unique compétence pour cette fonction une passion pour les vaches qui remontait à son enfance.

Certains commentateurs conservateurs ont pour leur part commencé à émettre des doutes sur la candidature de Sarah Palin à la vice-présidence après sa première interview télévisée sur la chaîne ABC. David Brooks, du *New York Times*, est l'un d'eux. « Comme le président Bush, elle semble compenser son manque d'expérience par une impétuosité excessive », a-t-il écrit la semaine dernière.

Et c'est ainsi que le vent a semblé tourner au cours des derniers jours dans la course à la Maison-Blanche. Plusieurs sondages nationaux ont redonné l'avantage à Barack Obama. L'une de ces études, publiée mercredi par le *New York Times* et la chaîne CBS News, a même remis en question la popularité de Sarah Palin auprès des femmes blanches.

Avant les conventions des deux partis, John McCain récoltait 43 % des intentions de vote de cet électorat, et son adversaire 37 %. Or, Barack Obama devance désormais le candidat républicain par deux points parmi les femmes blanches, dont 21 % ont changé d'opinion en une semaine en faveur du candidat démocrate.

Il va sans dire que le dernier mot n'a pas encore été dit sur l'effet Palin. La gouverneure de l'Alaska demeure très populaire au sein de la base républicaine. Et elle aura l'occasion de se faire valoir cette semaine sur la scène internationale. Elle sera en effet à New York à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU. Le président afghan, Hamid Karzaï, fait partie des chefs d'État qu'elle doit rencontrer.

L'intellectuel américain Christopher Hitchens interrogé par *La Presse*

« Ni Obama ni McCain ne sont prêts »

ALEXANDRE SIROIS

Intellectuel aussi provocateur que critiqué, Christopher Hitchens est renommé pour ses attaques cinglantes. Essayiste et journaliste de renom – il écrit entre autres pour le magazine *Vanity Fair* –, il s'en est déjà pris à l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, à Bill Clinton et à mère Teresa. Les Montréalais pourront se frotter à son humour caustique et à ses critiques acerbes mardi. Il sera en ville dans le cadre de la première des conférences du 357c, une série de rencontres privées où défileront au cours des prochains mois plusieurs penseurs importants de notre époque. *La Presse* a joint M. Hitchens à Washington pour lui poser quelques questions sur la politique américaine.

Q Vous avez récemment pris la défense de la candidate républicaine à la vice-présidence américaine, Sarah Palin. Pensez-vous vraiment qu'elle soit prête à devenir présidente?

R Autant que Geraldine Ferraro (NDLR : candidate démocrate à la vice-présidence en 1984). C'est à dire pas très prête ! Cela dit, je pense que les propagandistes démocrates ont commis une erreur en affirmant qu'on n'a jamais vu quelqu'un d'aussi peu qualifié. En fait, Palin est au moins aussi qualifiée que Ferraro. Mais si vous jetez un coup d'œil à ce que les démocrates disaient à l'époque quand on posait cette question au sujet de Ferraro, vous verrez qu'il y a une énorme différence. Je trouve ce parti pris ennuyeux. Je ne suis pas républicain et je ne suis pas démocrate. Je déteste cette mesquinerie ambiante.

Q Certains remettent aussi en question l'expérience de Barack Obama. Pensez-vous qu'il soit prêt à devenir président des États-Unis?

R Je pense qu'aucun des candidats actuels n'est qualifié pour être président. Le sénateur McCain est trop vieux, probablement trop malade, et trop instable. Le sénateur Obama est un homme sympathique. Il est sans contredit en mesure d'apprendre rapidement, mais il a certaines déficiences sur le plan du caractère. Il n'est pas en mesure de se décider. S'il fait face à un choix, il prendra les deux options possibles. C'est très mauvais signe chez un ami, chez un collègue ou chez n'importe quel professionnel. On ne veut pas d'un avocat, d'un docteur, d'un comptable ou d'un banquier comme ça ! Alors on ne veut certainement pas cela d'un président !

Q La majorité des Américains ont hâte de voir George W. Bush quitter la Maison-Blanche en janvier prochain. Vous avez déjà soutenu ses idées. Êtes-vous déçu de le voir partir?

R Il m'a beaucoup déçu. Il n'y a qu'un seul enjeu qui m'intéresse en politique. Un seul sur lequel je me considère comme assez qualifié pour me prononcer : la sécurité nationale et internationale. Dans ce dossier, je pense que le président a rallié de façon magnifique les éléments de la société irakienne qui s'opposaient aux baassistes (fidèles à Saddam Hussein) et à Oussama ben Laden. Nous avons infligé à ces forces des défaites historiques. C'est pour moi une source de fierté majeure. Et c'est pourquoi, à mon avis, le président Bush aura sa place dans l'histoire. Mais il n'a pas réglé les dossiers de la Corée-du-Nord, de l'Iran, de la Palestine, de l'Afghanistan, etc. Ce sera à ses successeurs de résoudre ces problèmes. Ce n'est pas un bon bilan.

Q Vous avez dès le départ donné votre aval à l'invasion irakienne et vous croyez toujours, plus de cinq ans plus tard, que c'était ce qu'il fallait faire.

R Je ne dis pas ça uniquement pour être différent, mais le dossier dans lequel la plupart des gens pensent que le président Bush a été le pire aura été son meilleur moment. C'était ce qu'il fallait faire. Bien sûr. C'était la meilleure chose à faire et c'était la seule chose à faire. Nous avons libéré l'Irak. Et à long terme ce sera à la source de changements majeurs dans la région. Ça a été un revirement très important.

Q Votre plus récent essai est intitulé *God is Not Great* (Dieu n'est pas grand). Nous avons souvent l'impression, quand nous observons nos voisins américains, que la religion prend trop de place en politique. Vous êtes d'accord?

R Vous avez raison. À mon avis, l'aspect le plus stupide, déprimant et malhonnête de la politique américaine est le fait que les candidats prétendent qu'ils croient en Dieu et qu'ils pensent que la foi est plus importante que la raison.

Saint-Laurent
mon trésor

Nouveau !
Téléchargez votre audioguide
sur cyberpresse.ca/tresor,
dès samedi.

X

Redécouvrez le boulevard Saint-Laurent
en participant à la chasse au trésor.
5000 $ en prix à gagner, tous les détails samedi.

LA PRESSE

3584313

SAUVETAGE DES BANQUES

700 milliards sur la table

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le gouvernement américain met 700 milliards de dollars sur la table pour enrayer la grave crise de confiance des marchés financiers, demandant au Congrès de le laisser récupérer des créances douteuses pour apurer les comptes des banques et relancer la machine du crédit.

Le plan de l'administration Bush, reçu au Congrès vendredi soir et diffusé hier au Capitole, donne autorité au gouvernement pendant deux ans pour récupérer des actifs liés à des emprunts hypothécaires, qui sont à la racine de la crise financière.

« L'autorité du secrétaire (au Trésor) pour acheter des actifs liés à des créances immobilières conférée par ce texte sera limitée à 700 milliards de dollars d'encours à tout moment donné », indique la proposition gouvernementale.

Les parlementaires semblent avoir été convaincus de la nécessité d'engager ces sommes sans précédent, qui correspondent à la fourchette qu'avait laissé deviner le secrétaire au Trésor, Henry Paulson.

À une quarantaine de jours de la présidentielle, le plan pourrait cependant être ralenti par les dissensions entre l'administration républicaine du président George W. Bush et la majorité démocrate du Congrès.

« C'est une bonne base pour un plan qui peut rapidement stabiliser les marchés », a déclaré l'influent sénateur démocrate Charles Schumer, qui regrette toutefois qu'il n'y ait « aucune protection apparente pour les contribuables ou les propriétaires immobiliers ».

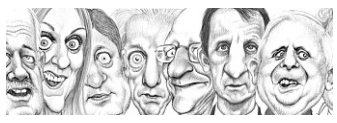
M. Paulson a prévu de passer le plus clair du week-end en réunions avec les élus pour tenter d'aplanir les différends.

M. Schumer avait indiqué vendredi que l'objectif était d'adopter le texte en urgence, dans la semaine, alors que les parlementaires veulent suspendre leurs travaux au plus vite pour partir en campagne avant les élections parlementaires et présidentielle du 4 novembre.

Hier, M. Bush a défendu l'importance des sommes engagées. « Je suis convaincu que cette approche audacieuse coûtera beaucoup moins aux familles américaines que l'autre possibilité », qui consiste à ne pas intervenir. Il a brandi la menace de suppressions d'emplois « massives », d'une dégradation continue du marché immobilier et d'un tarissement des prêts à la consommation, une crise qui pourrait égaler en gravité la Grande Dépression des années 30.

Selon le document de l'administration, le plan aurait une durée de deux ans, mais le Trésor pourrait garder en son nom les actifs récupérés aussi longtemps que nécessaire.

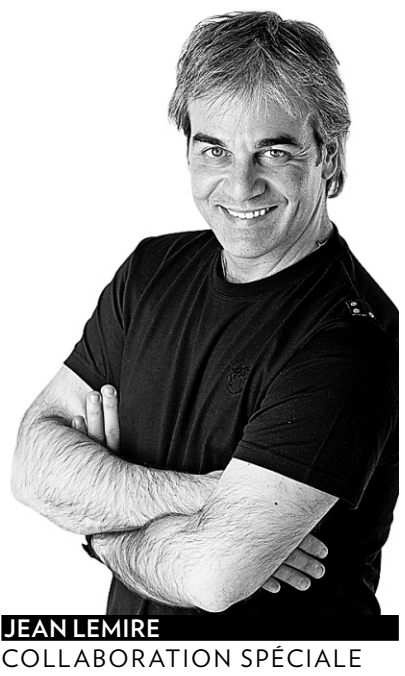
LISEZ LE BLOGUE DE L'ÉDITO
www.cyberpresse.ca/edito



FORUM

ENVIRONNEMENT

Compliquer pour mieux régner



JEAN LEMIRE
COLLABORATION SPÉCIALE

L'auteur est biologiste, photographe et cinéaste. Il a été chef de trois missions à bord du voilier Sedna IV, dont la plus récente en Antarctique. Il signera tous les dimanches une chronique dans nos pages.

Qui dit campagne dit souvent nature. Et qui dit nature dit souvent environnement. Nos vertes vallées baignées par une chaude lumière d'automne, le gazouillis romantique des oiseaux qui agrémente nos randonnées en forêt, nos lacs, paisibles et inspirants, ou encore nos rivières, débordantes d'énergie naturelle, font partie de notre paysage et ils rehaussent notre qualité de vie. Nous y tenons, conscients du fait que l'environnement représente notre plus grande richesse, qu'il influe directement sur notre qualité de vie. L'environnement défie le temps et il représente le legs le plus précieux laissé en héritage à ceux que nous aimons, nos enfants. Le nouveau téléviseur HD, la dernière voiture ou même le compte en banque bien garni ne remplaceront jamais la qualité de vie et les valeurs sociétales respectueuses de toutes les formes de vie. Les produits de notre consommation sont éphémères. L'environnement constitue le plus grand héritage pour nos enfants, car il survit au temps.

Qui dit campagne électorale dit aussi souvent environnement. C'est le constat des derniers sondages, qui placent encore l'environnement dans le peloton de tête des priorités des Canadiens. En ce début de campagne, les sujets environnementaux ont supplanté tous les autres et ils ont occupé une large place dans les médias. Ce constat, mesuré par différentes firmes de sondage, n'est pas le simple reflet d'une tendance passagère. Cela traduit un réel désir de changement.

Au Canada aussi, on se soucie de l'environnement, comme le révèle l'indice Greendex, commandé par la National Geographic Society, qui établit que l'environnement est le problème le plus préoccupant des Canadiens. Alors, comment expliquer la disparité entre les valeurs des citoyens et les sondages qui placent les conservateurs en tête de liste, alors que ce gouvernement n'a même pas pu obtenir la note de passage (F-) pour l'évaluation de son programme électoral en environnement? Un sondage de la firme McAllister, en mars dernier, est révélateur: l'environnement demeure la priorité des Canadiens, et les changements climatiques sont en tête de liste des préoccupations.

Toutefois, même si une très grande majorité (79 %) pense comprendre les enjeux du réchauffement planétaire, seulement 38 % des répondants ont été en mesure de recenser correctement les causes des changements climatiques. Si une majorité de Canadiens n'arrivent pas à associer les émissions de CO_2 à la principale cause du réchauffement, comment voulez-vous qu'ils s'y retrouvent dans le programme des conservateurs qui, conscients de ce fait, ont volontairement changé les règles internationales pour présenter leurs objectifs de réduction de GES, calculés à partir de nouvelles règles (leurs règles!)? Tous les autres pays parlent de réductions nettes. Au Canada, il s'agit plutôt de réductions basées sur l'intensité.

Si une très grande majorité (79 %) pense comprendre les enjeux du réchauffement planétaire, seulement 38 % des répondants ont été en mesure de recenser correctement les causes des changements climatiques.

Pour donner un exemple clair, prenons la production de pétrole à partir des sables bitumineux. La réduction des conservateurs s'applique seulement sur la production d'un baril de pétrole. Or, si vous augmentez votre production, vous ne diminuerez pas votre bilan total de GES. Au final, vous risquez de polluer plus qu'avant! Les beaux objectifs de réduction s'envolent alors en fumée, perdus dans ce complexe stratagème politique qui a pour but de camoufler les réelles intentions de nos dirigeants. C'est désolant, puisque cette attitude n'est qu'une tactique pour tromper les citoyens. Pourquoi ne pas dire la simple vérité et prendre le temps de l'expliquer aux Canadiens, pour que leur choix politique représente leurs valeurs réelles et profondes? Je sais, c'est beaucoup demander en période électorale. Les promesses, toujours et avant tout!

SUR LE VIF

Le saut d'une baleine noire

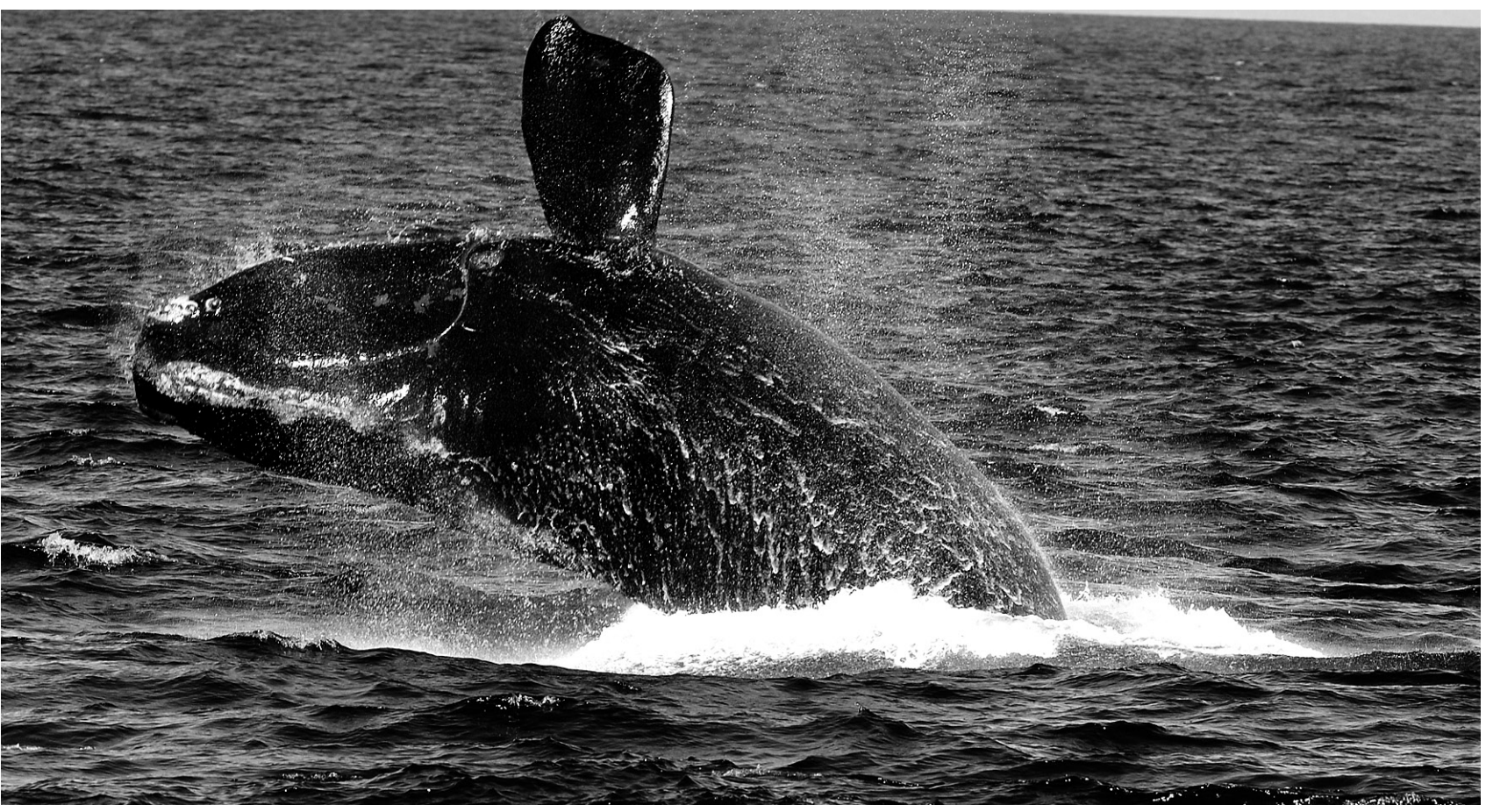


PHOTO JEAN LEMIRE, COLLABORATION SPÉCIALE

BAIE DE FUNDY – La baleine noire de l'Atlantique Nord, aussi appelée baleine franche, est l'une des grandes baleines les plus menacées sur la planète. Il ne reste aujourd'hui qu'environ 325 individus. La baleine noire est plutôt lente, elle nage souvent à proximité des côtes et, surtout, elle flotte une fois tuée, un avantage indéniable pour les chasseurs. La chasse abusive a complètement décimé l'espèce, et elle est protégée internationalement depuis 1935. Mais sa cohabitation avec les humains demeure difficile encore aujourd'hui. Les aires de reproduction, de mise bas et d'alimentation des baleines noires se situent généralement dans les zones côtières où le trafic maritime est intense. Au cours des 10 dernières années, près de la moitié des mortalités de baleines noires ont été attribuables à des collisions avec des navires. En 2003, à bord du voilier *Sedna IV*, nous avons entrepris une grande expédition sur la route des anciens baleiniers, dans le but de retrouver d'autres baleines noires au large de l'Islande et du Groenland, un site de chasse populaire au siècle dernier. Après des mois d'efforts et des milliers de kilomètres parcourus au large, nous n'avons trouvé qu'une seule nouvelle baleine franche, qui est venue s'ajouter à la courte liste des survivantes de l'histoire.

FORUM@LAPRESSE.CA - ENVIRONNEMENT

Copier, c'est apprécier!

Récemment, la France a adopté un projet de loi plutôt intéressant. Elle impose désormais une taxe sur les produits jetables dits «pique-nique» tels les ustensiles en plastique et les gobelets. Pourquoi le Canada n'adopterait-il pas une loi semblable? Il n'y a que des avantages à instaurer une loi du même genre: réduction du volume de produits en plastiques non biodégradables dans les déchets et moins de pollution causée par le plastique et le pétrole utilisé pour fabriquer celui-ci. L'argent accumulé par cette nouvelle taxe pourrait servir à financer les activités en lien avec le protocole de Kyoto, que nous avons signé. Donc, en plus de moins polluer et de se renflouer pécunièrement, nous pourrions ainsi prouver que le sort de la planète inquiète le Canada. Chers candidats aux élections du 14 octobre, pourquoi ne pas vous inspirer de nos cousins français?

Sara Maltais Larouche, Saint-Bruno

Invitation à la réflexion

On peut affirmer que Stephen Harper promet des mesures populaires et surtout populistes avec, notamment, une baisse de deux cents de la taxe d'accise sur le gazole. Les consommateurs de ce type de carburant vont-ils voir cette baisse? Non. Les pétrolières ne vont pas refiler cette baisse aux consommateurs, tout comme la plupart des entreprises n'ont pas refilé la baisse de TPS aux consommateurs. Les Canadiens démontrent de sondage en sondage qu'ils croient que la protection de l'environnement doit être une des priorités du gouvernement. Le Tournant vert du PLC va mettre un coût à la production de carbone. Il est indéniable que la plupart des biens, dont l'essence, vont augmenter de prix. Bien que le Tournant vert des libéraux soit imparfait, il aura certainement des impacts positifs à court terme sur la diminution de la pollution alors que le «plan en environnement» des conservateurs ne fera sentir son impact très flou qu'aux environs de... 2050. La plupart des électeurs de 2008 seront décédés à ce moment-là. Les Canadiens doivent comprendre que, pour arriver à atteindre les cibles de Kyoto, nous devons tous changer nos habitudes et qu'il y aura un prix à payer pour cela. Il y va du salut de l'humanité.

Jean-François Houle, Gatineau

LA SCIENCE EN BREF

Des baleines new-yorkaises

Des chants de baleines noires, de rorquals à bosse et de rorquals communs ont été enregistrés pour la première fois par les scientifiques de l'Université Cornell, au large de la ville de New York. «Si nous voulons diminuer les risques de collision avec les navires, il est important de connaître les routes migratoires de ces baleines, parmi les plus menacées sur la planète», a affirmé le chercheur principal de l'étude, le Dr Christopher Clark. Les hydrophones, disposés à moins de 25 kilomètres des côtes new-yorkaises, enregistrent les vocalises des différentes espèces de baleines. Cette étude permettra aussi, d'une part, d'évaluer si les bruits sous-marins ambiants influent sur le comportement des baleines et, d'autre part, d'orienter les politiques de trafic maritime dans ce secteur achalandé.

La ville, sans la voiture...

C'est demain que se tiendra l'activité «En ville sans ma voiture». L'événement annuel veut susciter la réflexion commune sur nos modes de transport, responsables de 47 % des émissions de gaz à effet de serre et de 10 % des maladies respiratoires dans la région métropolitaine de Montréal. Cette année, les organisateurs veulent promouvoir les modes de transport collectifs et actifs. Les effets de cette journée sont mesurables et ils étonnent: une baisse importante du bruit ambiant pouvant aller jusqu'à six décibels, soit environ la moitié du bruit d'une journée normale, a été enregistrée l'an dernier. Mais ce sont surtout les données sur la qualité de l'air qui démontrent bien l'impact positif d'un tel événement: baisse importante de monoxyde d'azote (83 %) et de monoxyde de carbone (90 %) enregistrée dans le périmètre fermé à la circulation automobile. Un air de santé!

Les chroniques de Jean Lemire:
www.cyberpresse.ca/lemire

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Esprit de famille

nathalie.collard@lapresse.ca
NATHALIE COLLARD

Avant, les politiciens promettaient des baisses d'impôt en campagne électorale. Aujourd'hui, ils promettent des places en garderie.

C'est leur façon de montrer que leur parti se préoccupe des besoins des familles.

Dans les faits, leur réalité est beaucoup plus complexe et leurs besoins, pas mal plus nombreux.

La famille est loin d'être l'enjeu principal de cette campagne électorale. Le thème est toutefois actuel, d'autant plus qu'il est également très présent quelques kilomètres plus au sud, dans la course à la Maison-Blanche. L'arrivée dans le décor de la gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, une «mère comme les autres», a bel et bien placé la famille au cœur du débat public américain.

«What do families want?» pour reprendre une formulation célèbre.

Bien sûr, les places en garderie sont importantes. Il faut se préoccuper des services à la petite enfance. Dans un pays où la population est vieillissante et où le taux de natalité est en baisse, un gouvernement a la responsabilité non pas «d'encourager» la famille, mais plutôt de faire en sorte qu'un couple puisse envisager faire des enfants et assumer ses responsabilités parentales dans des conditions décentes.

Les places en garderie, les congés parentaux payés, les allocations familiales sont des exemples de mesures qui facilitent la vie des familles.

Mais ce ne sont pas les seules.

La famille d'aujourd'hui doit également négocier avec d'autres réalités, comme le vieillissement de la population.

Dans le passé, les femmes ne travaillaient pas à l'extérieur du foyer, les familles étaient tissées serré et les personnes âgées en perte d'autonomie étaient souvent prises en charge par leurs enfants. La situation a bien changé et pourtant, il y a comme un malaise à discuter de la vieillesse franchement. Résultat: la société n'est pas prête à faire face aux conséquences du choc démographique. Les familles qui doivent prendre en charge un parent malade ou vieillissant se sentent bien seules, il y a encore trop peu de ressources mises à leur disposition.

Ces deux réalités – l'éducation des enfants d'une part, les soins aux parents vieillissants d'autre part – ont en commun la même recherche, celle d'un équilibre entre le travail et la famille.

C'est le nerf de la guerre. Quand on questionne les gens, ils se plaignent tous du manque de temps, du manque de flexibilité de leur milieu de travail, de la course folle pour tout accomplir, à la maison comme au travail, tout en réussissant à vivre une vie personnelle significative.

Le défi est de taille.

Et c'est là que nos gouvernements (et les partis politiques en campagne) manquent singulièrement d'imagination. Les places en garderie, c'est bien (et on imagine très bien que dans quelques années, les politiciens en quête de votes nous promettront plus de places en centres d'accueil…), mais pourquoi ne pas innover en créant des mesures plus originales? Des subventions aux entreprises afin qu'elles créent des banques de congés de dépannage pour tous les travailleurs, par exemple. Des journées de congé accordées aux parents qui travaillent bénévolement à l'école de leur enfant ou au sein de leur club sportif. Une mesure semblable pour ceux qui s'investissent auprès d'un parent vieillissant. Bref, des incitatifs pour permettre aux individus de passer plus, et non moins de temps, avec leur famille.

Crise à La Paz

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

L'Histoire a une fâcheuse tendance à se répéter, comme l'ont noté des escadrons d'observateurs au fil des siècles… L'agitation sociale en Bolivie, qui a fait au cours des derniers jours plusieurs dizaines de morts, s'inscrit ainsi dans un contexte régional dont certains aspects rappellent douloureusement la Guerre froide. Mais elle est composée aussi d'éléments uniques, qui permettent de croire que l'Amérique latine tend à devenir davantage maître de son sort.

Les troubles opposent des instances régionales boliviennes au président du pays, Evo Morales, qui propose un plan de redistribution des revenus tirés des richesses naturelles, surtout le gaz, ainsi qu'une réforme agraire. Le conflit a un aspect ethnique: les régions de l'est opposées à ces réformes sont largement blanches et relativement riches; comme Morales lui-même, ceux qui appuient cette réforme sont autochtones. Il y a eu des affrontements armés; le gouverneur de la région de Pando, Leopoldo Fernandez, a été incarcéré.

Autour de la Bolivie, l'électron libre demeure le président vénézuélien, Hugo Chavez.

À travers tout cela, Morales a expulsé de La Paz l'ambassadeur américain, Philip S. Goldberg, qu'il a accusé de nourrir la rébellion. Par solidarité, le président vénézuélien et principal allié de Morales, Hugo Chavez, a fait de même avec Patrick Duddy, représentant des États-Unis à Caracas.

Enfin, Chavez a menacé d'intervenir militairement en Bolivie pour soutenir, si besoin était, le gouvernement de son ami – l'armée bolivienne a mis en garde le président vénézuélien contre une telle initiative.

////////////////////////

Tout cela semble tenir du bon vieux folklore latino-américain, fondé pendant des décennies sur la persistance de conflits sociaux insolubles sur fond de pauvreté, elle aussi sans remède. Sur la menace en uniforme. Ainsi que sur l'affrontement entre la diplomatie et les services secrets américains d'une part, cubains et soviétiques d'autre part.

Car, en parallèle, les Russes reviennent en force dans le décor. Le Venezuela et la Russie se sont en effet entendus sur une collaboration militaire (manœuvres navales) et industrielle (usines d'armement). L'assistance russe a aussi été offerte à La Paz. Mais le message le plus spectaculaire de Moscou a consisté à faire atterrir, la semaine dernière, deux bombardiers Tupolev 160 à capacité nucléaire au Venezuela.

On ne peut s'empêcher de penser pendant une seconde à la crise des missiles de Cuba…

Mais, autour de la crise bolivienne, se passe ceci de nouveau que la violence a rapidement cessé. Et qu'une table de négociations a été promptement ouverte par l'Union des nations d'Amérique du Sud, une nouvelle entité créée en mai.

Ce processus, lui, n'a rien de folklorique: il est pragmatique à tous points de vue et est notamment mené par des chefs d'État identifiés à une gauche modérée, la Chilienne Michelle Bachelet et le Brésilien Lula da Silva (lequel voit son approvisionnement en gaz immédiatement menacé par l'agitation bolivienne).

En fait, l'électron libre dans ce dossier demeure Hugo Chavez, qui est évidemment membre de l'Union et dont la mission messianique, celle d'un Castro du XXIe siècle, pourrait brouiller les cartes – comme ça a été le cas en Colombie, par exemple.

apcote@lesoleil.com
DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

On nous prend pour des cruches

Face à leurs déboires répétitifs, quand la STM et la Ville de Montréal arrêteront-elles de nous prendre pour des cruches, en avouant carrément qu'en dépit de leur présumé « virage écologique », elles ne sont pas prêtes à affronter la tempête? Combien de wagons de métro datent encore de 1967? Combien d'escaliers roulants dans des stations construites à la même époque doivent être constamment rafistolés à la va-vite et sont dysfonctionnels en permanence? Combien de ces mêmes stations prennent l'eau? Comment a-t-on pu se débarrasser avec autant d'impertinence d'autobus plus résistants, plus logeables et mieux adaptés à notre climat au profit de ces Novabus de pacotille où l'on entasse la clientèle comme des sardines? Pourquoi doit-on poireauter si fréquemment au coin des rues à regarder défiler des véhicules hors service, pour soudainement voir se pointer deux ou trois autobus archipleins se suivant à la queue leu leu pour aller suer dans le métro à entendre les avis quotidiens de service « momentanément interrompu »? Comment peut-on continuellement avoir l'outrecuidance de nous prendre pour des valises alors que l'infrastructure actuelle des transports en commun est tout à fait semblable à celle de notre réseau routier: en ruine!

Pierre Samuel
Montréal

Des citoyens de deuxième classe

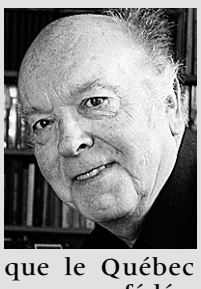
Je suis une usagère de la ligne jaune depuis 30 ans et je suis outrée et insultée de voir que la STM traite ses utilisateurs de la Rive-Sud comme des citoyens de deuxième classe. Pourquoi devrions-nous être pénalisés pour rendre les lignes bleue et orange plus efficaces? Les citoyens de la Rive-Sud sont-ils moins importants pour la STM que les citoyens de Laval? Est-ce qu'Odile Paradis a l'intention de réduire les tarifs puisqu'il y a réduction de service? À 105 $ par mois, je crois avoir droit à un service aussi efficace que les autres usagers de la STM. Cette semaine, c'était infernal aux heures de pointe sur les quais de la ligne jaune. Nous sommes tellement tassés sur les quais qu'il est presque impossible de se rendre vers le dernier wagon de la rame. Et que dire une fois à l'intérieur du wagon: nous sommes comme des sardines en boîte. J'espère que la STM révisera sa position envers les citoyens de la Rive-Sud.

Sylvie Chartier
Longueuil

Ni nécessaire, ni souhaitable

Serions-nous la seule nation au monde qui pourrait être mieux servie par les autres que par elle-même?

CLAUDE MORIN



L'auteur est un ancien ministre des Affaires intergouvernementales du Québec sous René Lévesque.

Notre placide premier ministre Charest a récemment proposé que le Québec assume la gestion des programmes fédéraux en matière de culture et de communications! Cette prise de position vise surtout à lui donner un vernis autonomiste. Car il sait fort bien que sa requête n'aura pas plus de suite que celle de Robert Bourassa qui, moins timide, alla jusqu'à réclamer la « souveraineté culturelle » pour le Québec au début des années 70.

M. Harper n'a en effet pas la moindre intention, ni ne l'a jamais eue, de donner un contenu concret à sa « reconnaissance de la nation québécoise », « réalisation » mythique dont nos conservateurs du terroir se vantent tellement ces temps-ci. Pas plus que, pour respecter notre « nation », ce même M. Harper ne consentira à soumettre à la loi 101 les organismes fédéraux installés au Québec. Il s'est donc contenté d'accueillir froidement la suggestion de M. Charest, puis il est passé à autre chose.

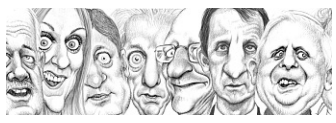
Mais André Pratte, lui, n'est pas passé à autre chose. Dans son éditorial du lundi 15 septembre, il a au contraire décidé de démontrer que, même si la modeste réclamation de M. Charest peut plaire au public, « ça ne veut pas dire qu'elle est nécessaire, ou même souhaitable ».

Ces derniers mots ont ravivé mes souvenirs d'une époque que je croyais révolue. Celle où toute innovation gouvernementale québécoise un peu structurante faisait surgir les protestations automatiques de certains qui la jugeaient ni nécessaire ni souhaitable, voire dangereuse. Je pourrais citer de très nombreux exemples. En voici cinq parmi les plus connus: nationalisation de l'électricité, mise sur pied d'un régime de rentes du Québec, création de la Caisse de dépôt et placement, relations internationales du Québec, loi 101. Le même phénomène de rejet scandalisé jouait lorsqu'un premier ministre remettait en cause le fonctionnement du régime fédéral canadien. Rappels: Duplessis (autonomie, déjà!), Lesage (statut particulier), Johnson, père (égalité ou indépendance), Bourassa (souveraineté culturelle), Lévesque (souveraineté).

Nécessaire, souhaitable: ces derniers mots ont ravivé mes souvenirs d'une époque que je croyais révolue.

C'est dans ce même esprit que les propagandistes conservateurs prétendent aujourd'hui, avec grand battage publicitaire, que le Bloc québécois n'est plus nécessaire et que sa présence à Ottawa n'est pas souhaitable. Serions-nous selon eux, comme le croyaient aussi leurs semblables dans le passé, la seule nation au monde qui pourrait être mieux servie par les autres que par elle-même?

LISEZ LE BLOGUE DE L'ÉDITO
www.cyberpresse.ca/edito



FORUM

Une campagne plate ? Non : différente

ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca
COLLABORATION SPÉCIALE

Qu'est-ce qu'on entend partout depuis le début de la campagne ? Les gens trouvent qu'il s'agit d'une campagne bien plate. On ne parle pas des vrais enjeux. On insiste trop sur les anecdotes et les incidents sans lendemain.

Sans doute parce que je m'intéresse à ces choses-là, je trouve au contraire que c'est une campagne intéressante, qui soulève des enjeux importants, où s'affrontent deux visions de la société. Cette campagne n'est pas plate, mais c'est une drôle de campagne. Elle est différente en raison du contexte politique unique dans lequel elle se déroule. Et cela explique peut-être pourquoi elle n'éveille pas l'intérêt et à plus forte raison la passion d'électeurs privés de leurs repères habituels.

Les craintes d'une victoire majoritaire amèneront certains électeurs à vouloir freiner l'avance conservatrice.

La première spécificité, c'est l'effet de répétition. C'est la troisième fois en 52 mois que les Canadiens vont aux urnes. Des élections en 2004, en 2006 et maintenant en 2008. C'est beaucoup. Ça fait italien. Cela explique, en partant, pourquoi les gens ont un sentiment de déjà-vu et ne peuvent pas manifester le même enthousiasme qu'en temps normal.

La seconde spécificité de cette campagne, c'est l'effet de certitude, l'inévitabilité de son dénouement. Les sondages nous disent et redisent que la victoire conservatrice est assurée et que les libéraux se dirigent vers un échec. Bien sûr, il faut toujours faire preuve de prudence car les choses peuvent changer rapidement. Mais c'est certainement ce scénario, au demeurant le plus probable, qui colorera les perceptions et les attitudes des citoyens.

En soi, la réélection d'un gouvernement sortant n'a rien de très spécial. Mais dans le cas qui nous occupe, si les sondages permettent de croire que les conservateurs feront des progrès et disposeront d'un mandat plus fort, on ne sait toujours pas si ce gouvernement sera majoritaire ou minoritaire. C'est ainsi que la nature et l'ampleur de la victoire conservatrice sont devenues les enjeux principaux de ces élections. Parce que bien des gens craignent qu'un programme caché ne permette aux conservateurs, s'ils étaient majoritaires, d'amorcer un virage à droite qui amènerait bien des Canadiens là où ils ne veulent pas aller.

C'est la première fois au Canada que les enjeux politiques se posent en ces termes-là. Et cela change la dynamique électorale de plusieurs façons, par exemple des attaques démagogiques des partis de l'opposition et la modestie des promesses d'un Parti conservateur qui veut rassurer. Mais surtout, cela nous amène à accorder une attention plus grande au parti gouvernemental, pour essayer de décoder ce qu'il pourrait devenir, et à moins de nous intéresser à l'affrontement entre les partis et à la joute électorale elle-même. Cela prive cette campagne d'un élément dynamique important.

Par ailleurs, on l'a vu dans le passé, la certitude de la victoire d'un parti politique ne tue pas l'intérêt que peuvent susciter ses adversaires. Parce que des revirements sont possibles et parce que, souvent, l'opposition d'aujourd'hui, même sans chances de gagner, formera peut-être le gouvernement de demain, une perspective suffisante pour porter intérêt à ses idées et à son programme.

Mais cette fois-ci, il est fort possible que le chef libéral Stéphane Dion ne se remette pas de son échec. S'il ne fait pas progresser les libéraux, il devient un homme marqué, et sera vraisemblablement remplacé par quelqu'un qui sera capable de redonner son élan au parti. Si M. Dion ne réussit pas à inverser la tendance, plus la campagne avancera, plus il deviendra transparent.

L'exercice traditionnel qui consiste à comparer les programmes des différents partis, en principe une manifestation de maturité démocratique, devient alors un peu futile. Pourquoi décoder le Tournant vert si celui qui le défend disparaît de la carte ? À plus forte raison, pourquoi comparer le programme de partis qui ne peuvent pas aspirer au pouvoir ?

Enfin, les craintes d'une victoire majoritaire amèneront certains électeurs à vouloir freiner l'avance conservatrice. Mais le vote stratégique, par définition, est un vote de calcul plutôt qu'un vote de conviction. Il amène à choisir un parti pour des raisons qui tiennent au hasard géographique. Quand on est dans un tel état d'esprit, les programmes et les idées n'ont pas beaucoup de place.

C'est donc une campagne pas comme les autres. Qui ne répond pas aux mêmes mécanismes, où les enjeux s'expriment de façon différente, pas seulement parce qu'il y a moins de suspense, mais parce que la dynamique d'affrontement classique ne s'exprime pas de la même façon. Ça change les terrains d'affrontement, ça change la nature des engagements électoraux, ça change le ton des débats, ça change la façon dont les gens suivent la campagne et ça changera peut-être la façon dont ils vont voter.

Jamais satisfaits !

Il est dans les mœurs politiques québécoises que les politiciens demandent toujours plus de pouvoir et d'argent à Ottawa

JEFFREY SIMPSON

L'auteur est chroniqueur politique au Globe and Mail.

PHOTO PAUL CHIASSON, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Non content de continuer de se plaindre à propos du mythique « déséquilibre fiscal », le gouvernement Charest a remonté environ quatre décennies en arrière pour demander le transfert des programmes culturels depuis Ottawa vers le Québec.

Eh bien, ce n'était qu'une question de temps, n'est-ce pas ? Lors des élections de 2006, Stephen Harper, le chef conservateur, a accepté l'existence d'un « déséquilibre fiscal » entre Ottawa et les provinces. Il a promis de corriger le « problème » une fois pour toutes. Et c'est ce qu'il a fait, du moins le pensait-il.

À partir du budget 2006 et en particulier lors du budget 2007, le gouvernement a commencé à transférer près de 40 milliards sur sept ans aux provinces. Il s'agit de milliards additionnels pour les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation, y compris le Québec, plus des milliards versés à toutes les provinces pour les infrastructures, la formation, l'enseignement postsecondaire.

En outre, ces milliards s'ajoutent aux énormes transferts pour la santé négociés antérieurement par le premier ministre Paul Martin.

« Nous avons réglé le déséquilibre fiscal », a lancé M. Harper. Après le dépôt du budget de 2007, on a demandé à Jim Flaherty, ministre fédéral des Finances, si le « déséquilibre fiscal » avait été réglé. « Oui », a-t-il répondu.

Le « déséquilibre fiscal » a été inventé par les séparatistes au Québec qui ont créé un groupe de travail pour savoir non pas si le déséquilibre fiscal existait, mais bien pour en déterminer la taille. Naturellement, le groupe de travail dirigé par Yves Séguin, qui devint ministre libéral des Finances, en est venu à la conclusion que le « déséquilibre fiscal » existait bel et bien et a estimé quel montant Ottawa devrait transférer aux provinces.

Chose étonnante, le montant transféré par le gouvernement de Paul Martin était supérieur à la somme inventée par M. Séguin. Cela aurait dû mettre fin au débat. Mais à ce moment-là, le « déséquilibre fiscal » s'était transformé en mythologie au Québec. M. Harper a accepté cette mythologie et a par la suite transféré ces dizaines de milliards supplémentaires.

Mœurs politiques québécoises

Mais, bien sûr, les politiciens québécois ne peuvent jamais être satisfaits. Il est dans les mœurs politiques québécoises que les politiciens de cette province demandent toujours plus de pouvoir et d'argent, ou bien les deux, à Ottawa. Alors, si MM. Harper et Flaherty croyaient vraiment qu'ils avaient réglé le « déséquilibre fiscal » et que par conséquent le problème disparaîtrait, ils ont été naïfs ou stupides, ou les deux.

Comme on aurait pu le prédire, un an et demi après que M. Harper eut déclaré le « déséquilibre fiscal réglé », Monique Jérôme-Forget, ministre québécoise des Finances, affirme : « Le déséquilibre fiscal, quant à nous, n'est pas réglé encore. »* La question du « déséquilibre fiscal » s'est grandement améliorée, a-t-elle admis, mais elle n'a pas été réglée.

M. Harper apprend ces jours-ci une règle essentielle à propos de la politique québécoise : le gouvernement provincial doit toujours être dans la position de demandeur.

Non content de continuer de se plaindre à propos du mythique « déséquilibre fiscal », le gouvernement Charest a remonté environ quatre décennies en arrière pour demander le transfert des programmes culturels depuis Ottawa vers le Québec. Cette demande de « souveraineté culturelle » date de la fin des années 60 et les gouvernements séparatistes et fédéralistes l'ont réitérée de manière périodique.

Le problème, c'est que le Québec a reçu beaucoup plus d'argent d'Ottawa versé par des institutions culturelles fédérales, dont Radio-Canada/CBC, que ne le justifiait la proportion de sa population. C'est pourquoi les artistes québécois ont toujours été plutôt divisés quant à la sagesse de cette demande, comprenant en fait qu'ils risquaient de perdre de l'argent.

Pauvre M. Harper. Il croyait que le gouvernement du Québec allait apprécier sa politique de « fédéralisme ouvert ». Il apprend plutôt une règle essentielle à propos de la politique québécoise : le gouvernement provincial doit toujours être dans la position de demandeur. Si le gouvernement provincial est content, ce bonheur ne peut être que temporaire. Si Ottawa soutient qu'un problème est réglé, comme dans le cas du « déséquilibre fiscal », il ne peut pas être réglé pour longtemps.

* En français dans le texte.

POST-SCRIPTUM

Le diable en personne

pgagne@lapresse.ca
PIERRE-PAUL GAGNÉ

Alors que le Parti conservateur semble se diriger de plus en plus vers un renouvellement de mandat et que, cette fois-ci, Stephen Harper pourrait même faire élire un gouvernement majoritaire, un des thèmes qui revient le plus souvent chez ses opposants est celui de la méfiance.

Méfions-nous de ce gouvernement de droite, pro-guerre, ami de George Bush et des républicains, proche des fondamentalistes religieux, inculte, homophobe, partisan des armes à feu, inféodé aux grandes entreprises multinationales, particulièrement les pétrolières, etc. N'en jetez plus, la cour est pleine !

À telle enseigne que le chef bloquiste, Gilles Duceppe, s'est fait rappeler à l'ordre par de nombreux analystes qui l'ont accusé de mener le genre de campagne de peur que les indépendantistes reprochaient, naguère, aux politiciens fédéralistes.

Comme on pourra le voir ci-dessous, certains de nos lecteurs ne sont pas en reste quand vient le temps de prophétiser l'apocalypse si les conservateurs retournent aux Communes avec une majorité :

• « Je me méfie de M. Harper. Si jamais il obtenait un mandat majoritaire, jusqu'où osera-t-il aller ? M. Harper vient de l'Ouest et d'un Parti réformiste dont nous connaissons tous les idées pro-armes, anti-avortement, homophobes et tournées vers l'économie plutôt que l'environnement. Un gouvernement qui subventionne les pétrolières malgré leurs profits honteux. » (J.-C. Tanguay, Belœil)

• « Le gouvernement Harper est une honte quant au respect des droits et libertés de la personne, tant dans les relations internationales que dans la protection de l'environnement. Réélire un gouvernement Harper représenterait un danger aussi grand qu'un gouvernement américain républicain. Ce serait une menace pour l'alphabétisation, la langue et la culture françaises et, en raison de ses mesures favorables aux grandes sociétés, un incitatif à l'augmentation de la pauvreté. » (Anne Bilodeau, Montréal)

Les adversaires politiques de Stephen Harper n'auront de cesse de nous prédire l'apocalypse si le Parti conservateur obtient un mandat majoritaire.

• « Si M. Harper bafoue si allégrement ses propres principes, pourquoi ne changerait-il pas d'idée pour maintenir nos soldats en Afghanistan au-delà de 2011 ? Pourquoi ne pas rouvrir le débat sur l'accès à l'avortement ? Pourquoi ne pas affamer davantage les arts et la culture, etc. ? » (Marcel Boisvert, Belœil)

• « Réveillez-vous, bordel ! Harper majoritaire ? Le Canada devenu Texas ! C'est en cage que plusieurs d'entre nous nous retrouverons : artistes, homosexuels, femmes voulant de faire avorter, etc. Le Monopoly se transformera en Risk. » (Jean-René St-Pierre)

• « Personne ne peut s'imaginer le monstre qu'on créerait en donnant une majorité aux conservateurs. Hey ! le PCC est minoritaire et agit déjà comme dans une dictature en utilisant des tactiques douteuses dignes des républicains aux États-Unis… Imaginez le gâchis avec une majorité ! » (Éric Charbonneau)

• « En situation majoritaire, j'ai l'effrayante impression qu'on pourrait comparer Stephen Harper à Mahmoud Ahmadinejad. Il instaurerait possiblement la première république intégriste chrétienne en Occident. J'ai le vertige en pensant que je n'exagère peut-être même pas. » (Paolo Mitriou)

Mahmoud Ahmadinejad ! Faut le faire. Pourquoi pas Lucifer en personne ?

Il ne faut pas oublier que, même lorsqu'un gouvernement est majoritaire, il reste le poids considérable de l'opinion publique pour le faire changer d'idée. Souvenons-nous comment Jean Charest a dû reculer dans des dossiers comme le Suroît et le mont Orford parce qu'il rencontrait une vive résistance dans la population. Or, à ce moment-là, le gouvernement libéral de M. Charest était majoritaire à l'Assemblée nationale.

Mais la politique étant ce qu'elle est, il est clair que, durant les trois dernières semaines de la campagne électorale, Stephen Harper va tout faire pour adoucir son image et passer pour un centriste. Et que, de l'autre côté, ses adversaires politiques (ainsi que le milieu culturel québécois, comme on l'a vu au gala des Gémeaux) n'auront de cesse de nous prédire l'apocalypse si le Parti conservateur obtient un mandat majoritaire.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE

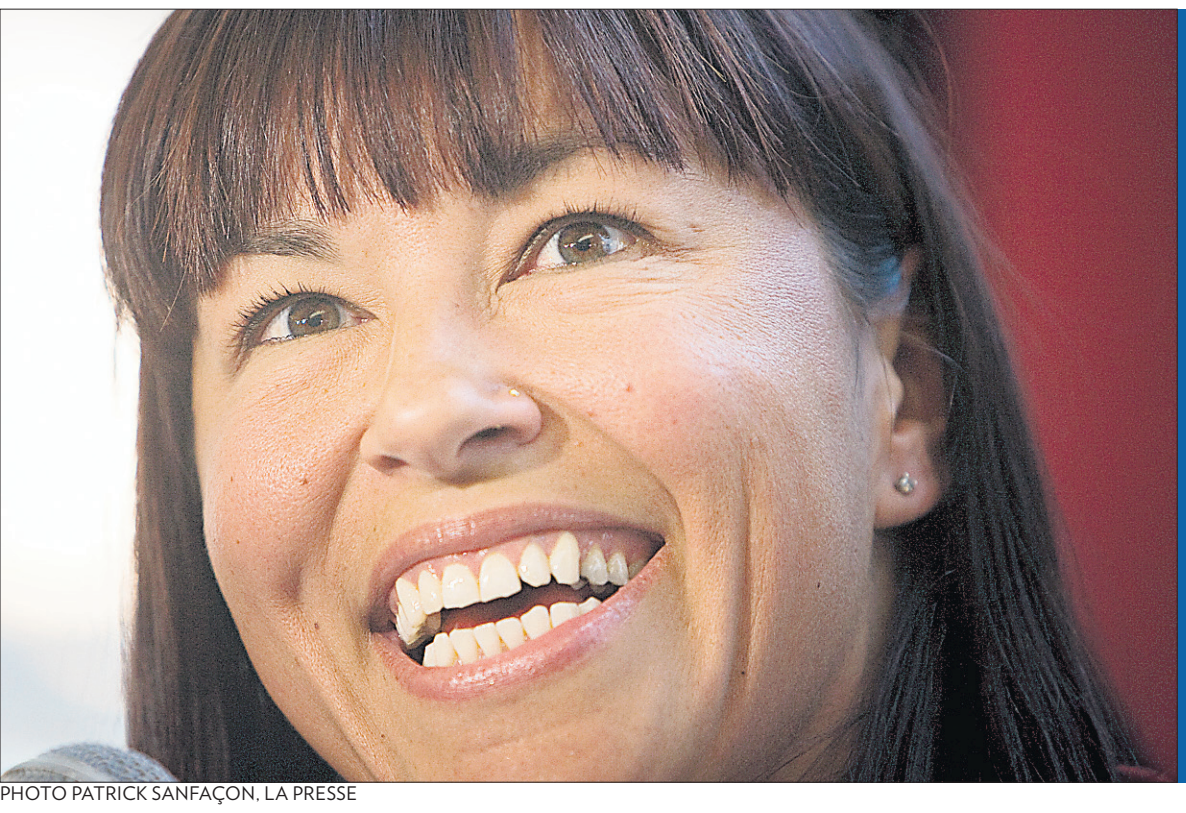
RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE SUR LES ONDES DE RADIO-CANADA

Chantal Petitclerc

Chantal Petitclerc vient de boucler sa carrière paralympique avec une performance de légende : elle a gagné à Pékin cinq médailles d'or, qui s'ajoutent aux neuf qu'elle avait déjà remportées, et laisse à ses poursuivantes cinq records du monde à briser. Une domination épique. Et juste comme on se dit qu'elle a bien mérité de se reposer un peu, Chantal Petitclerc a un autre défi. Elle veut devenir reine des marathons.



« Ceux qui me connaissent savent que j'allais en Chine pour gagner, dit-elle. Une médaille d'argent, ç'aurait été une déception. »

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

GABRIEL BÉLAND

L'image a fait le tour du monde. Chantal Petitclerc file à 30 km/h dans son fauteuil de compétition. À quelques mètres de l'arrivée, elle jette un coup d'œil derrière elle, s'aperçoit qu'elle est seule en tête, puis lève les bras au ciel. C'était mardi à Pékin, et l'athlète de 38 ans venait de gagner sa 14e médaille d'or en carrière.

« À 10 mètres, j'ai arrêté de pousser, explique Chantal Petitclerc. C'était un grand accomplissement, la réalisation de mon objectif, d'un grand rêve. »

Cette course de 1500 m était son chant du cygne paralympique. Après avoir remporté quatre médailles plus tôt à Pékin, elle tenait absolument à partir en grand, à répéter son exploit d'Athènes, cinq fois couronné d'or.

« Ceux qui me connaissent savent que j'allais en Chine pour gagner, dit-elle. Une médaille d'argent, ç'aurait été une déception. »

La voilà donc, mardi matin, à s'inquiéter de la pluie, et qui s'imagine terminer deuxième à sa dernière course. « C'était stressant, admet-elle. Je ne savais pas s'il y aurait de la pluie, j'espérais que non parce que je cours moins bien sous la pluie. »

Le reste est passé à l'histoire : Chantal Petitclerc a non seulement gagné au 1500 m, elle a pulvérisé la course. « Le fait de finir de façon aussi dominante, c'est un cadeau de la vie. De finir comme ça, c'est très émouvant. C'est pas mon genre mais, à l'arrivée, j'avais les larmes aux yeux. »

Pour sa détermination, sa force de caractère et pour souligner la fin d'une carrière paralympique qui passera à l'histoire, *La Presse* et Radio-Canada nomment Chantal Petitclerc Personnalité de la semaine.

Le marathon en tête

Mais les exploits de Chantal Petitclerc ne sont pas uniquement sportifs. Celle qui a perdu l'usage de ses jambes quand une porte de grange lui est tombée dessus, à 13 ans, demande depuis des années la reconnaissance de son sport et des athlètes en fauteuil roulant.

Il n'y a pas si longtemps encore, en 1990, on refusait à Chantal Petitclerc l'accès aux pistes d'athlétisme de peur que ses roues ne les endommagent. Même si cette époque semble aujourd'hui révolue, le débat de la semaine dernière, sur le fait que les médaillés paralympiques ne puissent compter sur aucune bourse, illustre tout le chemin qu'il reste à parcourir.

« C'est certain que j'aimerais recevoir les bourses : j'ai fait le compte dans ma tête et c'est beaucoup d'argent, explique celle qui aurait reçu 100 000 $ du Canada si ses médailles avaient été olympiques. Je crois que les médailles ont la même valeur. Malheureusement, le comité paralympique canadien n'a pas le même budget que le comité olympique. Il aimerait offrir des bourses, mais il n'a tout simplement pas les sous. »

Pour l'instant, l'athlète aimerait voir la course en fauteuil roulant devenir sport olympique. « J'aimerais m'engager un peu plus dans ce dossier, pour donner une voix aux athlètes en fauteuil roulant », dit-elle.

Mais avant, Chantal Petitclerc, qui est revenue au pays jeudi, promet de ne pas toucher à son fauteuil de compétition pour au moins trois semaines. Elle partira en vacances mais ne sait pas encore où.

Ensuite, elle se remettra à l'entraînement, pour les longues distances. « Je ne prends pas ma retraite », tient à préciser Chantal Petitclerc. Son objectif : courir le marathon à l'automne 2009.

« Je suis prête pour de nouveaux défis. Ce que j'ai en tête, ce sont les marathons, comme ceux de Boston, de Londres… André Viger est un exemple pour moi. Je regarde ça depuis des années, et souvent, je me dis : "Cette fille qui vient de gagner, il me semble que je pourrais la battre." Alors je vais faire ça quelques années, on va voir si je suis capable. »

Qui en doute ?

Hydro Québec
AIR CANADA
BANQUE NATIONALE
RioTintoAlcan

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE LA PRESSE/RADIO-CANADA
À RADIO-CANADA

AUJOURD'HUI
ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ : 9 h 45
RDI EN DIRECT
Avec Louis Lemieux
VENDREDI DÈS 5 h
SAMEDI ET DIMANCHE DÈS 5 h 30
RDI

DEMAIN MATIN
ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ : 6 h 40
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
Avec René Homier-Roy
DU LUNDI AU VENDREDI 5 h 30 À 9 h
95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca
3574910A